

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2016/29096]

4 FEVRIER 2016. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er}. — Disposition relative à l'achat d'un bâtiment scolaire

Article 1^{er}. Le Gouvernement est autorisé à garantir l'emprunt qui sera contracté par l'ASBL Centre sportif et culturel des Fourons, Vogelstang 7 à 3790 Fourons. Cet emprunt, d'une durée de 25 ans, est destiné à l'achat d'un bâtiment scolaire appartenant à la commune de Fourons. La garantie sera d'un montant maximum de 650.000 euros représentant le montant de l'achat d'un bâtiment scolaire et des frais, commissions et honoraires liés à cet achat et à la conclusion de l'emprunt précité. Ladite garantie ne pourra en aucun cas être supérieure ni au solde restant dû de cet emprunt augmenté des éventuels intérêts échus et non payés ni au montant précité de 650.000 euros.

Art. 2. Dans le cas où la garantie de la Communauté française est activée, le montant pour lequel il est fait appel à cette garantie est déduit de la subvention versée par la Communauté française à l'ASBL « Centre sportif et culturel des Fourons ».

**TITRE 2. — Dispositions modifiant les différents textes relatifs
au congé pour tutelle officieuse, placement dans une famille d'accueil et adoption**

Art. 3. Dans l'intitulé du chapitre IIbis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, les termes « et de la tutelle officieuse. » sont remplacés par les termes « , de la tutelle officieuse et du placement dans une famille d'accueil. ».

Art. 4. Dans l'article 13bis de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou en vue de l'accueil d'un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil » sont supprimés ;

2° l'alinéa 2 comprenant les termes : « La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines » est complété par les termes « et débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer » ;

3° des alinéas 3 à 5 sont insérés comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé d'accueil peut prendre cours le jour du départ du membre du personnel à l'étranger, à condition que l'adoption soit réalisée lors du retour en Belgique.

Cependant, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est convertie en une mise en disponibilité pour convenance personnelle. Le congé ne peut en aucun cas excéder la durée de la mise en disponibilité pour convenance personnelle que le membre du personnel définitif peut revendiquer en vertu des dispositions réglementaires s'appliquant à lui en la matière. Cette mise en disponibilité prend en tout cas fin à l'expiration de la période pour laquelle le congé d'accueil avait été demandé.

Pour le membre du personnel temporaire, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est considérée comme une suspension de désignation. Si une nomination à titre définitif intervient pendant le congé d'accueil, celle-ci est maintenue. Le membre du personnel est alors soumis aux dispositions du précédent alinéa. » ;

4° l'alinéa 4 devenu le nouvel alinéa 7 est remplacé comme suit :

« Le congé d'accueil est accordé au membre du personnel qui en fait la demande et qui a la qualité d'adoptant. A cette demande est joint tout document officiel attestant du projet d'adoption ou de l'adoption. » ;

5° l'alinéa 5 ancien est supprimé ;

6° l'alinéa 7 ancien est supprimé.

Art. 5. L'article 13ter de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 précité est remplacé par ce qui suit :

« Article 13ter. Les membres du personnel définitif et temporaire visés à l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, en activité de service, peuvent obtenir un congé d'accueil en vue d'un placement en famille d'accueil ou d'une tutelle officieuse d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de douze ans.

Ce congé débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer ou la date à laquelle la tutelle officieuse prend effet.

La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines et peut être doublée dans le cas visé à l'article 13bis alinéa 6. Elle est limitée à la durée de l'accueil.

Si l'accueil effectif de l'enfant dans le foyer donne lieu à une domiciliation, la preuve doit être apportée par un acte de domiciliation, établi par l'administration communale. Dans le cas contraire, la preuve est apportée par un document officiel attestant de la tutelle officieuse ou du placement en famille d'accueil.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. ».

Art. 6. Dans l'intitulé du chapitre *IIbis* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les termes « et de la tutelle officielle. » sont remplacés par les termes « , de la tutelle officielle et du placement dans une famille d'accueil. ».

Art. 7. Dans l'article *8bis* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou lorsqu'ils accueillent un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil » sont supprimés ;

2° l'alinéa 2 comprenant les termes : « La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines » est complété par les termes : « et débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer » ;

3° des alinéas 3 à 5 sont insérés, rédigés comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé d'accueil peut prendre cours le jour du départ du membre du personnel à l'étranger, à condition que l'adoption soit réalisée lors du retour en Belgique.

Cependant, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est convertie en une mise en disponibilité pour convenance personnelle. Le congé ne peut en aucun cas excéder la durée de la mise en disponibilité pour convenance personnelle que le membre du personnel définitif peut revendiquer en vertu des dispositions réglementaires s'appliquant à lui en la matière. Cette mise en disponibilité prend en tout cas fin à l'expiration de la période pour laquelle le congé d'accueil avait été demandé.

Pour le membre du personnel temporaire, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est considérée comme une suspension de désignation. Si une nomination à titre définitif intervient pendant le congé d'accueil, celle-ci est maintenue. Le membre du personnel est alors soumis aux dispositions du précédent alinéa. » ;

4° l'alinéa 4, devenu le nouvel alinéa 7, est remplacé comme suit :

« Le congé d'accueil est accordé au membre du personnel qui en fait la demande et qui a la qualité d'adoptant. A cette demande est joint tout document officiel attestant du projet d'adoption ou de l'adoption. » ;

5° l'alinéa 5 ancien est supprimé ;

6° l'alinéa 7 ancien est supprimé.

Art. 8. L'article *8ter* de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 précité est remplacé par ce qui suit :

« Article *8ter*. - Les membres du personnel peuvent obtenir un congé d'accueil en vue d'un placement en famille d'accueil ou d'une tutelle officielle d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de douze ans.

Ce congé débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer ou la date à laquelle la tutelle officielle prend effet.

La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines et peut être doublée dans le cas visé à l'article *8bis* alinéa 6. Elle est limitée à la durée de l'accueil.

Si l'accueil effectif de l'enfant dans le foyer donne lieu à une domiciliation, la preuve doit être apportée par un acte de domiciliation, établi par l'administration communale. Dans le cas contraire, la preuve est apportée par un document officiel attestant de la tutelle officielle ou du placement en famille d'accueil.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. ».

Art. 9. Dans l'intitulé du chapitre III de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection les termes « et de la tutelle officielle. » sont remplacés par les termes « , de la tutelle officielle et du placement dans une famille d'accueil. ».

Art. 10. Dans l'article 13 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 précité sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « ou en vue de l'accueil d'un enfant de moins de douze ans dans leur famille suite à une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil » sont supprimés.

2° l'alinéa 2 comprenant les termes : « La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines » est complété par les termes : « et débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer » ;

3° des alinéas 3 à 5 sont insérés, rédigés comme suit : « Par dérogation à l'alinéa précédent, le congé d'accueil peut prendre cours le jour du départ du membre du personnel à l'étranger, à condition que l'adoption soit réalisée lors du retour en Belgique.

Cependant, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est convertie en une mise en disponibilité pour convenance personnelle. Le congé ne peut en aucun cas excéder la durée de la mise en disponibilité pour convenance personnelle que le membre du personnel définitif peut revendiquer en vertu des dispositions réglementaires s'appliquant à lui en la matière. Cette mise en disponibilité prend en tout cas fin à l'expiration de la période pour laquelle le congé d'accueil avait été demandé.

Pour le membre du personnel temporaire, s'il s'avère lors du retour qu'aucune adoption n'a été réalisée, cette période de congé est considérée comme une suspension de désignation. Si une nomination à titre définitif intervient pendant le congé d'accueil, celle-ci est maintenue. Le membre du personnel est alors soumis aux dispositions du précédent alinéa. » ;

4° l'alinéa 4 devenu le nouvel alinéa 7 est remplacé comme suit :

« Le congé d'accueil est accordé au membre du personnel qui en fait la demande et qui a la qualité d'adoptant. A cette demande est joint tout document officiel attestant du projet d'adoption ou de l'adoption. » ;

5° l'alinéa 5 ancien est supprimé ;

6° l'alinéa 8 ancien est supprimé.

Art. 11. L'article 13bis de l'arrêté royal du 19 mai 1981 précité est remplacé par ce qui suit :

« Article 13bis. - Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} du présent arrêté en activité de service, peuvent obtenir un congé d'accueil en vue d'un placement en famille d'accueil ou d'une tutelle officieuse d'un enfant n'ayant pas atteint l'âge de douze ans.

Ce congé débute endéans les trois semaines qui précèdent ou les six mois qui suivent la date à laquelle l'enfant est effectivement accueilli dans le foyer ou la date à laquelle la tutelle officieuse prend effet.

La durée maximale de ce congé est fixée à six semaines et peut être doublée dans le cas visé à l'article 13, alinéa 6. Elle est limitée à la durée de l'accueil.

Si l'accueil effectif de l'enfant dans le foyer donne lieu à une domiciliation, la preuve doit être apportée par un acte de domiciliation, établi par l'administration communale. Dans le cas contraire, la preuve est apportée par un document officiel attestant de la tutelle officieuse ou du placement en famille d'accueil.

Ce congé est rémunéré et assimilé à une période d'activité de service. ».

TITRE 3. — Dispositions visant à préciser certains devoirs pour les membres du personnel

Art. 12. L'article 5 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 7, alinéa 4 ».

Art. 13. L'article 7 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 14. L'article 3 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 5, alinéa 4 ».

Art. 15. L'article 5 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 16. Dans l'article 14 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2:

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 15, alinéa 4 ».

Art. 17. Dans l'article 15 du même décret, des alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 3 et 4:

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 18. L'article 6 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 8, alinéa 3 ».

Art. 19. L'article 8 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 20. L'article 5 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 7, alinéa 4 ».

Art. 21. L'article 7 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 22. L'article 12 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 14, alinéa 8. ».

Art. 23. L'article 14 du même décret est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 24. L'article 4 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 6, alinéa 4 ».

Art. 25. Dans l'article 6 du même décret, deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 26. L'article 5 du décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 7, alinéa 4. ».

Art. 27. Dans l'article 7 du même décret, deux alinéas, rédigés comme suit, sont insérés entre les alinéas 3 et 4:

« Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

Art. 28. L'article 31 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Ils sont tenus à un devoir de loyauté, impliquant le respect des principes visés à l'article 35, alinéa 3. ».

Art. 29. Dans l'article 35 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

« Ils doivent éviter tout ce qui pourrait compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Tant dans l'exercice de leurs fonctions qu'en dehors de celles-ci, ils s'abstiennent de tout comportement ou propos qui entre en contradiction manifeste avec l'un des principes essentiels du régime démocratique, ainsi que de tout comportement ou propos qui pourrait porter gravement atteinte à la confiance du public dans l'enseignement dispensé en Communauté française.

Les principes essentiels du régime démocratique sont énoncés dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Titre II de la Constitution, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, l'ensemble des législations anti-discriminations parmi lesquelles le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale. ».

TITRE 4. — Dispositions intégrant les résultats d'épreuves sectorielles dans les éléments qui peuvent être pris en considération par le Jury de Qualification

CHAPITRE 1^{er}. — Modifications de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 30. À l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 15 juillet 1996 et remplacé par le décret du 12 juillet 2012, au point 19°, les mots « , notamment les attestations de réussite des épreuves organisées par les secteurs professionnels dans le cadre de conventions conclues avec les services de la Communauté française ou co-organisées par la Communauté française et les secteurs professionnels, » sont insérés entre les mots « au cours de sa scolarité » et les mots « ainsi que l'attestation des expériences ».

Art. 31. À l'article 21^{ter} du même arrêté royal, inséré par le décret du 12 juillet 2012, le paragraphe 4 est complété par un point 4° rédigé comme suit :

« 4° les résultats obtenus par les élèves qui ont participé à des épreuves organisées par les secteurs professionnels dans le cadre de conventions conclues avec les services de la Communauté française ou co-organisées par la Communauté française et les secteurs professionnels. ».

CHAPITRE 2. — Modification du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 32. À l'article 59 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, modifié par le décret du 20 juillet 2006, remplacé par le décret du 12 juillet 2012, modifié par le décret du 5 décembre 2013, l'alinéa 11 est complété par un point 3° rédigé comme suit :

« 3° les résultats obtenus par les élèves qui ont participé à des épreuves organisées par les secteurs professionnels dans le cadre de conventions conclues avec les services de la Communauté française ou co-organisées par la Communauté française et les secteurs professionnels. ».

CHAPITRE 3. — Modification du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire

Art. 33. À l'article 3 du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, au paragraphe 7, les mots « , notamment les attestations de réussite des épreuves organisées par les secteurs professionnels dans le cadre de conventions conclues avec les services de la Communauté française ou co-organisées par la Communauté française et les secteurs professionnels, » sont insérés entre les mots « au cours de sa scolarité » et les mots « ainsi que l'attestation des expériences ».

**TITRE 5. — Dispositions adaptant les zones
à la délimitation géographique des bassins « Enseignement qualifiant-Formation Emploi ».**

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Art. 34. L'article 14bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est remplacé par la disposition qui suit :

« Article 14bis. Il est constitué dix zones d'affectation définies comme suit :

1. La zone de Bruxelles composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. La zone de Huy-Waremme composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur composée des communes suivantes : Andenne, Anhéé, Assesse, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Evêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. ».

Art. 35. L'article 14quinquies du même arrêté royal, est remplacé par la disposition qui suit :

« Article 14quinquies. Il est constitué dix zones d'affectation définies comme suit :

1. La zone de Bruxelles composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. La zone de Huy Waremme composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmédy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur composée des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendoux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 36. L'article 2bis de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française est remplacé par la disposition qui suit :

« Article 2bis. Il est constitué dix zones d'affectation définies comme suit :

1. La zone de Bruxelles composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. La zone de Huy-Waremme composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincinet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmédy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur composée des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendoux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel d'inspection chargé de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux*

Art. 37. L'alinéa 1^{er} de l'article 19 de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel d'inspection chargé de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux est remplacé par la disposition qui suit :

« Il est constitué dix zones définies comme suit :

1. La zone de Bruxelles composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. La zone de Huy-Waremme composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincen, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur composée des communes suivantes : Andenne, Anhéé, Assesse, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussines, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud composée des communes suivantes : Aiseau-Présles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. ».

CHAPITRE 4. — *Disposition modifiant le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés*

Art. 38. L'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} de l'article 79 du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est créé une Commission zonale de réaffectation pour chaque zone définie ci-dessous :

Zone 1 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Bruxelles et du Brabant wallon, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation Emploi

Zone 2 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Wallonie picarde, de Hainaut Centre et de Hainaut Sud, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité.

Zone 3 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Liège, de Huy-Waremme et de Verviers, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité.

Zone 4 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Namur et du Luxembourg, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité. ».

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant le décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 39. L'alinéa 2 de l'article 8 du décret du 12 mai 2004 relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} pour chaque zone définie ci-dessous :

Zone 1 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Bruxelles et du Brabant wallon, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation Emploi

Zone 2 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Wallonie picarde, de Hainaut Centre et de Hainaut Sud, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité.

Zone 3 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Liège, de Huy-Waremme et de Verviers, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité.

Zone 4 : les bassins Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE) de Namur et du Luxembourg, tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 précité. ».

Art. 40. L'alinéa 1^{er} de l'article 12 du même décret est remplacé par deux alinéas suivants:

« Il est créé, auprès du Ministère de la Communauté française des Commissions zonales de gestion des emplois pour les enseignements secondaire ordinaire et spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit, artistique et de promotion sociale libres subventionnés.

En ce qui concerne l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, il est institué une commission zonale conformément à l'alinéa 1^{er} dans chaque bassin Enseignement qualifiant-Formation Emploi (EFE), tels que définis à l'article 3 de l'annexe au décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation Emploi. ».

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française.*

Art. 41. Les articles 19 et 182 du décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française sont chacun remplacés par la disposition qui suit :

« Il est constitué dix zones d'affectation définies comme suit :

1. La zone de Bruxelles composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.

2. La zone du Brabant Wallon composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. La zone de Huy-Waremme composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.

5. La zone de Verviers composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmédy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. La zone de Namur composée des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing, Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. La zone du Luxembourg composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendoux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. La zone de Wallonie Picarde composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.

9. La zone de Hainaut Centre composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.

10. La zone de Hainaut Sud composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Evêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. ».

TITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel*

Art. 42. Un nouveau chapitre VIIIbis intitulé « En cas de convention de tiers-payant avec la société nationale de transport des chemins de fer (SNCB) » et rédigé comme suit est inséré dans le décret du 17 juillet 2003 relatif à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel:

« Chapitre VIIIbis – En cas de convention de tiers-payant avec la société nationale de transport des chemins de fer (SNCB)

Article 11bis - Par dérogation aux articles 8 à 11, lorsque le pouvoir organisateur a conclu avec la SNCB une convention relative à la délivrance de cartes de train 2ème classe diminuées de l'intervention patronale au profit de ses membres du personnel, les règles du présent chapitre sont d'application.

Article 11ter - L'intervention dans une convention de tiers payant vaut tant pour le transport public par chemin de fer que pour le transport public par chemin de fer combiné avec un autre transport en commun.

Complémentairement à ce remboursement, le membre du personnel peut également obtenir remboursement pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail, conformément à l'article 7.

Article 11^{quater} - Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats ou homes d'accueil ou plusieurs centres et qu'il peut utiliser son ou ses titre(s) de transport pour se rendre vers les établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil ou centres où il travaille, il remet son ou ses récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il travaille le plus grand nombre d'heures.

A nombre égal d'heures, le membre du personnel remet son ou ses récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport, selon le cas, au chef d'établissement, au pouvoir organisateur ou au directeur du centre où il compte le plus d'ancienneté.

Dans le cas où le membre du personnel exerce ses fonctions dans plusieurs établissements d'enseignement, internats, homes d'accueil ou plusieurs centres et qu'il ne peut pas utiliser le(s) même(s) titre(s) de transport, il remet à chaque chef d'établissement, pouvoir organisateur ou directeur de centre concerné le ou les récépissé(s) de chargement de(s) titre(s) de transport spécifique pour se rendre vers le(s) établissement(s) d'enseignement, internats, homes d'accueil ou centre(s) concerné(s).

Toute modification doit être signalée dans le mois de sa date.

Article 11^{quinquies} - Les modalités de liquidation des factures des conventions de tiers-payant avec la SNCB sont fixées comme suit :

1. Le Pouvoir Organisateur ou son délégué informe, lors de la conclusion de la convention, les services du Gouvernement de l'existence de ladite convention ;

2. Le Pouvoir Organisateur ou son délégué fait parvenir une déclaration de créance accompagnée de la copie de la facture reçue de la SNCB faisant preuve de l'intervention dans les frais de transport en commun public, selon le modèle type établi par le Gouvernement.

Dans les trois mois de la réception de la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er}, les services du Gouvernement remboursent le Pouvoir organisateur de l'intervention payée.

Sous peine de perte du droit au remboursement, la déclaration de créance visée à l'alinéa 1 doit être introduite au plus tard dans les deux mois qui suivent le paiement par le Pouvoir organisateur des montants réclamés par la SNCB sur base de la facture. ».

TITRE 7. — *Modifications de diverses dispositions en matière d'enseignement*

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 43. A l'article 3, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 6 est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive après le 15 janvier n'est pas considéré comme régulièrement inscrit à la date du 15 janvier dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion. » ;

2° après l'alinéa 6, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit, l'alinéa 7 devenant l'alinéa 8 :

« L'établissement scolaire qui accueille un élève exclu après le 15 janvier en informe l'Administration au plus tard le 15 juillet suivant. A défaut, l'élève n'est pas pris en considération pour le calcul des dotations forfaitaires visé à l'alinéa 4. ».

Art. 44. L'article 3, § 3^{ter}, de la même loi est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« L'information visée à l'alinéa précédent comprend notamment la part de la dotation qui est consacrée au matériel pédagogique. ».

Art. 45. L'article 24, § 2, de la même loi est remplacé par :

« § 2. Un établissement ou une section d'établissement d'enseignement du niveau maternel, primaire ou secondaire, un établissement d'enseignement de promotion sociale et un établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit sont subventionnés lorsqu'ils se conforment aux dispositions légales et réglementaires concernant l'organisation des études, les statuts administratifs des membres du personnel et l'application des lois linguistiques.

Les services du Gouvernement sont chargés de vérifier que l'établissement ou la section d'établissement visé à l'alinéa 1^{er} respecte, en outre, les obligations suivantes :

1° Adopter la structure d'enseignement définie par les lois et décrets.

2° Respecter un programme approuvé par le Gouvernement.

3° Respecter les dispositions fixées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

4° Respecter les dispositions fixées par le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école.

5° Respecter les dispositions fixées par le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité et, pour les établissements de promotion sociale, respecter les dispositions fixées par le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

6° Respecter les dispositions du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

7° Se soumettre au contrôle et à l'inspection organisée par la Communauté française organisée par le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

8° Bénéficiaire, si l'établissement n'est pas affilié à un organe de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs visé à l'article 5*bis*, de services de conseil et de soutien pédagogiques externes, en vertu d'une convention passée au plus tard 4 mois après la création de l'établissement ou de la section d'établissement avec le Service de conseil et de soutien pédagogiques ou avec une des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques visés par le décret du 8 mars 2007 précité. Seul le Service de conseil et de soutien pédagogique ne peut refuser de signer la convention précitée.

Pour les établissements existant à la date du 30 juin 2015, la convention doit être conclue avant le 1^{er} juin 2016.

9° Etre organisé par une personne morale qui en assume toute la responsabilité et qui ne bénéficie pas directement ou indirectement pour le fonctionnement, les frais de personnel et/ou les bâtiments de financement en provenance d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne ou d'institution relevant d'un Etat étranger n'appartenant pas à l'Union européenne.

Les personnes physiques qui composent la personne morale doivent :

- a) être de conduite irréprochable;
- b) jouir des droits civils et politiques.

10° Compter

a) dans l'enseignement secondaire, pour l'établissement ainsi que par classe, section, degré, année ou option au moins le nombre minimum d'élèves fixé par décret ;

b) dans l'enseignement fondamental, par établissement, par implantation et par niveau au moins les nombres minimums d'élèves tels que définis par l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire ;

c) dans l'enseignement spécialisé, par établissement, au moins les nombres minimums prévus par les normes de programmation et rationalisation telles que définies dans le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

d) dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, au moins les nombres minimums prévus par le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

11° Etre établi dans des locaux répondant à des conditions de sécurité, d'hygiène et de salubrité.

12° Disposer du matériel didactique et de l'équipement scolaires répondant aux nécessités pédagogiques.

13° Former un ensemble pédagogique situé dans un même complexe de bâtiments ou, en tout cas, dans une même commune ou agglomération, le tout sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans des cas exceptionnels.

L'obligation d'être situé dans une même commune ou agglomération n'est pas imposée à un ensemble pédagogique placé sous la direction d'un même chef d'établissement et issu d'une fusion ou d'une restructuration d'écoles dûment autorisée par le Gouvernement.

14° Disposer d'un personnel susceptible de ne pas mettre en danger la santé des élèves et soumis dès lors au contrôle prévu à l'article 28, alinéa 1^{er}, 4^o.

15° Se soumettre au régime des congés tels qu'il sera organisé par application de l'article 7 de la présente loi. ».

Art. 46. A l'article 25, alinéa 2, de la même loi, les mots « aux établissements et aux sections d'établissements d'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique » sont remplacés par les mots « aux établissements ou sections d'enseignement du niveau maternel, primaire ou secondaire, aux établissements d'enseignement de promotion sociale et aux établissements d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ».

Art. 47. Dans l'article 32 de la même loi, il est inséré un paragraphe 2*bis* rédigé comme suit :

« § 2*bis*. Le montant des subventions est calculé en fonction du nombre d'élèves régulièrement inscrits à la date du 15 janvier, sauf pour l'enseignement de promotion sociale de régime 1 où le nombre d'élèves pris en compte est la moyenne entre les nombres d'élèves réguliers au 1^{er} et au 5e dixièmes de l'unité de formation.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive après le 15 janvier n'est pas considéré comme régulièrement inscrit à la date du 15 janvier dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion.

L'établissement scolaire qui accueille un élève exclu après le 15 janvier en informe l'Administration au plus tard le 15 juillet suivant. A défaut, l'élève n'est pas pris en considération pour le calcul des subventions visé au paragraphe 2. ».

Art. 48. Dans l'article 37 de la même loi, le quatrième alinéa est complété par les mots « Cette information comprend notamment la part des moyens de fonctionnement qui est consacrée au matériel pédagogique. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 49. A l'article 157*sexies* de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, le mot « Gouvernement » présent dans les § 1^{er}, 2^o, § 2, alinéa 2, et § 4, alinéa 3, est remplacé par le mot « Ministre ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 50. A l'article 9bis de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, b), alinéa 2,

a) les mots « alinéa 5 » sont remplacés par les mots « alinéa 6 » ;

b) les mots « en entreprise tel que défini à l'article 53 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » sont remplacés par les mots « tels que définis à l'article 7bis » ;

2° à l'alinéa 5, les mots « adresse à l'administration » sont remplacés par les mots « tient à disposition de l'administration et de l'inspection ».

CHAPITRE 4. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Art. 51. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, il est inséré un § 5bis et un § 5ter rédigés comme suit :

« § 5bis. Les membres du personnel psychologique bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit :

a) vacances de Noël : du 21 décembre au 3 janvier inclus ou du 22 décembre au 4 janvier inclus ou du 23 décembre au 5 janvier inclus ;

b) vacances de Pâques : deux semaines ;

c) vacances d'été : du 1^{er} juillet au 31 août inclus.

Durant la période de vacances d'été du 1^{er} juillet au 31 août, 5 jours ouvrables sont prestés entre le 16 et le 31 août.

§ 5ter. Les membres du personnel social bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit :

a) vacances de Noël : du 21 décembre au 3 janvier inclus ou du 22 décembre au 4 janvier inclus ou du 23 décembre au 5 janvier inclus ;

b) vacances de Pâques : deux semaines ;

c) vacances d'été : du 1^{er} juillet au 31 août inclus.

Durant la période de vacances d'été du 1^{er} juillet au 31 août, 5 jours ouvrables sont prestés entre le 16 et le 31 août. ».

CHAPITRE 5. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 52. Dans l'article 37 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les sanctions disciplinaires sont prononcées après consultation du chef de culte ». ».

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire*

Art. 53. L'article 2 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire est modifié comme suit :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, l'élève qui fait l'objet d'une exclusion définitive après le 15 janvier n'est pas considéré comme régulièrement inscrit à la date du 15 janvier dans l'établissement qui l'a exclu, mais bien dans celui qui, le cas échéant, l'accueille après cette exclusion. » ;

2° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, devenant alinéa 4, est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« L'établissement scolaire qui accueille un élève exclu après le 15 janvier en informe l'Administration au plus tard le 15 juillet suivant. A défaut, l'élève n'est pas pris en considération pour la fixation des emplois visés par le présent arrêté. ».

CHAPITRE 7. — *Disposition modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire*

Art. 54. A l'article 5, § 7, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, les mots « ou d'enseignement musical » sont insérés entre les mots « entraînement sportif » et les mots « dans les conditions prévues ; ».

Art. 55. A l'article 23 du même arrêté royal le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« Le conseil de classe attribue le certificat d'études de base aux élèves réguliers ayant terminé avec fruit une des années des deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire et qui n'en sont pas encore titulaires. ».

Art. 56. A l'article 26, § 2, du même arrêté royal est inséré un nouveau point 5° rédigé comme suit :

« 5° dans le régime de la CPU, les élèves peuvent se voir délivrer plusieurs certificats de qualification, si le profil de certification auquel se réfère leur option de base groupée a été construit en regroupant les unités d'acquis d'apprentissage de plusieurs profils de formation établis par le SFMQ et l'impose en application de l'article 39bis, § 1^{er}, 4° du décret du 24 juillet 1997 précité. ».

CHAPITRE 8. — *Disposition modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance*

Art. 57. À l'article 2bis du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, aux points 2° et 3°, les mots « profil de formation » sont chaque fois remplacés par les mots « profil de certification »;

2° au paragraphe 2, les mots « profil de formation » sont remplacés par les mots « profil de certification ».

Art. 58. Dans le même décret, l'article 9bis est complété par l'alinéa suivant :

« Le conseil de classe attribue le certificat d'études de base aux élèves qui n'en sont pas encore titulaires et qui obtiennent le certificat de qualification spécifique mentionné à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 59. Dans l'article 14 du même décret, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. - L'établissement qui organise, au 3^e degré, une ou plusieurs options de base groupées visées à l'article 2bis, § 1^{er}, 1°, dans le régime de la CPU, bénéficie d'un complément de périodes-professeurs. Ces périodes ne peuvent être utilisées, dans le respect des dispositions statutaires applicables, que pour organiser la remédiation visée à l'article 2, § 2, 4° et 7°, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire. Le Gouvernement en détermine le mode de calcul. Lorsqu'une nouvelle option entre dans le régime de la CPU en 5^e et 6^e années, les périodes ne sont pas allouées lors de la première année de mise en œuvre. Lors de la deuxième année de mise en œuvre, les périodes ne sont allouées que sur la base de la population de 5^e année des options concernées au 15 janvier précédent. Dès la troisième année de mise en œuvre, les moyens sont alloués sur la base du nombre des élèves de 5^e et de 6^e années des options concernées, à l'exception des élèves inscrits en C3D. Lorsqu'une nouvelle option entre dans le régime de la CPU en 7^e année, les périodes ne sont pas allouées lors de la première année de mise en œuvre. Dès la deuxième année de mise en œuvre, les périodes sont allouées sur base de la population de la 7^e année des options concernées au 15 janvier précédent, à l'exception des élèves inscrits en C3D. ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice*

Art. 60. Dans l'article 16 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le montant global obtenu par chaque établissement suite à la répartition visée à l'alinéa 2 n'est pas un nombre entier, ce dernier est arrondi à l'unité supérieure, et dans tous les cas, un minimum de 6 périodes-professeur est octroyé à chaque établissement. ».

Art. 61. A l'article 18 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 3 est complété par les mots « organisant ce degré et cette forme d'enseignement » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « du troisième degré » sont remplacés par les mots « des deuxième et troisième degrés ».

Art. 62. Il est inséré un article 22ter rédigé comme suit :

« L'établissement scolaire qui accueille un élève exclu après le 15 janvier en informe l'Administration au plus tard le 15 juillet suivant. A défaut, l'élève n'est pas pris en considération pour l'application des chapitres II et IIbis. ».

CHAPITRE 10. — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

Art. 63. Dans l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, l'alinéa 1^{er} de l'article 7, § 4, est supprimé.

Art. 64. Dans l'ancien alinéa 2, devenu alinéa 1^{er}, de l'article 7, § 4, du même arrêté, le terme « cependant » est supprimé.

CHAPITRE 11. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 65. A l'article 5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, un point 1°bis rédigé comme suit est ajouté :

« 1°bis. Socles de compétences initiales : référentiel précisant les socles de compétences par cycles compris dans la première étape visée à l'article 13, § 3, et présentant les compétences de base à développer. Elles s'inscrivent dans les cycles et le continuum pédagogique et visent à assurer la transition harmonieuse entre l'enseignement maternel et l'enseignement primaire sans donner lieu à une certification. Les socles de compétences initiales sont inclus dans les socles de compétences tels que définis au 2°; ».

Art. 66. A l'article 8, 9°, du même décret, le mot « met » est remplacé par le mot « mette ».

Art. 67. A l'article 12 du même décret, un alinéa 2 libellé comme suit est inséré :

« Pour l'application du § 1^{er}, 4°, un processus d'observation des compétences définies au § 1^{er}, 1° à 3°, doit être mis en place en 3^eme maternelle par le titulaire pour la fin du mois de novembre. En cas de détection de difficultés d'apprentissage, un dispositif individualisé d'accompagnement et de remédiation est mis en place pour l'élève au sein de l'établissement en partenariat avec le centre PMS concerné, le cas échéant, selon les modalités définies par le Gouvernement. ».

Art. 68. Dans le même décret, un article *16bis* rédigé comme suit est inséré :

« Article *16bis*. - § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les socles de compétences initiales et les soumet à la confirmation du Parlement.

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les socles de compétences initiales.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux socles de compétences initiales au Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental.

Ils en informent le Conseil général de concertation de l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé.

S'ils l'estiment nécessaire, les Conseils généraux amendent ces propositions. Ils transmettent au Gouvernement les propositions telles qu'ils les ont amendées et les propositions originales des groupes de travail.

Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement maternel et primaire ainsi que de l'inspection maternelle et primaire. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile.

§ 3. Les socles de compétences initiales accordent la priorité au développement psychomoteur, intellectuel, social, affectif et artistique de l'enfant.

Ils définissent les habilités et/ou apprentissages requis en matière de développement de l'autonomie, de la créativité et de la pensée ; de maîtrise de la langue ; d'une approche de la lecture, du calcul et de différentes disciplines artistiques dont la musique.

Ils fixent le cadre des activités physiques et culturelles à développer.

Les socles de compétences initiales contribuent au développement des compétences reprises dans les socles de compétences tels que visés à l'article 5, 2^o, et correspondant à la première étape visée à l'article 13, § 3.

Sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé visé à l'article 13, § 4, les priorités visées ci-dessus sont adaptées aux troubles d'apprentissage et aux difficultés rencontrées par les élèves à besoins spécifiques qui fréquentent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécialisé. ».

Art. 69. A l'article *39bis*, 4^o, du même décret, les mots « détermine le certificat de qualification délivré » sont remplacés par les mots « détermine le ou les certificat(s) de qualification délivré(s) ».

Art. 70. § 1^{er}. Le titre de la section 2 du chapitre VII du même décret est remplacé par :

« Section 2. Du projet d'établissement et du plan de pilotage de l'établissement »

§ 2. L'article 67 est modifié comme suit :

1. Les termes « § 1^{er}. » sont ajoutés au début de la première phrase.

2. Un paragraphe 2 est ajouté avec le libellé suivant :

« § 2. A la date fixée par le Gouvernement et au plus tard pour le 1^{er} septembre 2018, chaque établissement élabore un plan de pilotage pour une période de 6 ans, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, et comprenant notamment les points suivants :

a) la stratégie déployée pour arriver à la réussite de chaque élève et lui permettre de maîtriser les apprentissages et d'atteindre les objectifs attendus ;

b) la stratégie en matière de travail en équipe de l'ensemble des enseignants de l'établissement et de l'accueil et de l'accompagnement des nouveaux enseignants ;

c) la stratégie de l'établissement en matière de formation continuée de son personnel, notamment sur les thèmes ou matières lui permettant d'offrir des soutiens spécifiques aux équipes pédagogiques et aux élèves ;

d) la stratégie de l'établissement pour lutter contre l'échec scolaire, le décrochage scolaire et le redoublement ;

e) la stratégie de l'établissement en matière d'insertion des outils numériques dans les apprentissages et la gouvernance de l'établissement ;

f) la stratégie de l'établissement en matière d'intégration des élèves, conformément à ce qui est prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er}, ainsi que la stratégie en matière d'aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques reconnus ;

g) la stratégie de partenariat et de collaboration avec les parents des élèves de l'établissement, en concertation avec le conseil de participation;

h) la stratégie d'apprentissage et d'accès à la culture et à la lecture ainsi que les collaborations nouées avec les institutions culturelles et de lecture publique de la zone ;

i) la stratégie d'apprentissage et d'accès aux sports ainsi que les collaborations avec les institutions sportives de la zone ;

j) la description, en cas d'offre d'enseignement qualifiant, des partenariats noués avec les entreprises et employeurs du secteur concerné ;

k) le dispositif de prévention et de prise en charge des discriminations et des violences au sein de l'établissement scolaire, y compris des dispositifs spécifiques concernant le harcèlement, le cyber harcèlement et les événements d'exception ainsi que les partenariats avec les services de l'Aide à la jeunesse et de la médiation scolaire ;

l) la stratégie relative notamment à la promotion de la citoyenneté, de la santé, de l'éducation aux médias, de l'environnement et du développement durable ;

m) la stratégie relative à l'orientation des élèves et à la promotion des outils d'orientation tout au long du parcours de chaque élève. »

3. Un § 3 est inséré et libellé comme suit :

« § 3. Le plan de pilotage intègre pour les établissements concernés :

- les éléments relatifs au Plan d'actions collectives (PAC) visé à l'article 67/1 ;

- les éléments relatifs au Projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) des implantations concernées visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité ;

- le Plan de mise en œuvre visé à l'article 3, § 8, du décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire ;

- le descriptif du Projet d'immersion visé aux articles 13 et 34 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique. »

4. Un § 4 est inséré et libellé comme suit :

« § 4. Le plan de pilotage est établi par le chef d'établissement, en collaboration avec l'équipe pédagogique et éducative de l'établissement et en concertation, le cas échéant, avec les équipes du Centre psycho-médico-social, en tenant compte du contexte spécifique de l'établissement, du projet d'établissement et des moyens disponibles. L'établissement peut solliciter, pour l'élaboration du plan de pilotage, l'appui du Service de conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement organisé par la Communauté française et des cellules de conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement subventionné tels que visés par l'article 4 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

Le plan de pilotage est présenté, selon les conditions de forme et de délais fixées par le Gouvernement, au Service général de l'Inspection, après approbation du Pouvoir organisateur et avis des organes locaux de concertation sociale et du Conseil de participation.

Le Service général de l'Inspection vérifie la conformité du plan de pilotage aux dispositions des paragraphes 2 à 7 du présent article et à ses arrêtés d'exécution dans les 90 jours du dépôt du plan. Si le plan de pilotage est jugé conforme, il est renvoyé à l'établissement signé par les Services du Gouvernement et est réputé, à ce titre, constituer un contrat d'objectifs conclu entre l'établissement et le Gouvernement.

Si le plan de pilotage est jugé non conforme, le Service général de l'Inspection émet des recommandations à l'attention de l'établissement afin que le plan de pilotage soit adapté et renvoyé dans les 60 jours ouvrables scolaires au Service général de l'Inspection. »

5. Un § 5 est inséré et libellé comme suit :

« § 5. Le plan de pilotage contient une annexe chiffrée détaillant, selon les modalités fixées par le Gouvernement, les objectifs chiffrés pluriannuels à atteindre par l'établissement sur la base de sa situation, dans le cadre des objectifs généraux fixés par le Gouvernement, permettant notamment d'augmenter le nombre d'élèves sortant avec un certificat, de diminuer le taux de redoublement et de décrochage, d'augmenter les résultats de chaque élève en matière d'évaluation externe et interne dans l'ensemble des matières et d'augmenter, si nécessaire, la mixité sociale.

Cette annexe, prévue à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, de la direction, du Pouvoir organisateur concerné et des Services du Gouvernement, ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné ou dans les cas fixés par le Gouvernement notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité.

6. Un § 6 est inséré et libellé comme suit :

« § 6. Le plan de pilotage prévoit le mode d'évaluation annuelle à opérer par l'établissement conformément aux modalités fixées par le Gouvernement. Le plan de pilotage est adapté, le cas échéant, après l'évaluation annuelle.

Le plan de pilotage est évalué et modifié tous les six ans selon les modalités fixées par le Gouvernement.

7. Un § 7 est inséré et libellé comme suit :

« § 7. Le projet d'établissement visé à l'article 67, § 1^{er}, applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, est, si nécessaire, adapté au contenu du plan de pilotage. »

Art. 71. L'article 67/2 du même décret est remplacé et libellé comme suit :

« § 1^{er}. Le Gouvernement précise, après avis ou sur proposition de la Commission de pilotage, la notion de performances présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des établissements comparés. A cette fin, il s'appuie sur une analyse comparée d'indicateurs croisés et récurrents pour un ensemble d'établissements situés dans la même zone, présentant un même profil, et appartenant à une même classe, telle que visée à l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité. Les indicateurs choisis sont liés notamment au climat de l'école, aux parcours et résultats des élèves et aux équipes pédagogiques.

§ 2. Pour un établissement dont les performances présentent un écart significatif en dessous de la moyenne des établissements, un diagnostic est établi par les Services du Gouvernement et « un dispositif de rattrapage » adapté à la situation de l'établissement et au diagnostic est rédigé sur la base des objectifs spécifiques fixés par le Gouvernement et selon les modalités visées au § 3.

§ 3. Le « dispositif de rattrapage » est adopté dans le cadre d'un protocole de collaboration conclu, selon le modèle arrêté par le Gouvernement, entre les services du Gouvernement d'une part et le Chef d'établissement dans l'enseignement organisé ou le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française d'autre part. Le dispositif est finalisé sur la base d'une proposition de « dispositif de rattrapage » rédigée par le Chef de l'établissement en collaboration avec l'équipe éducative et après approbation du pouvoir organisateur, avis des organes locaux de concertation, ainsi que, le cas échéant, du Service de conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement organisé par la Communauté française et des cellules de conseil et de soutien pédagogiques dans l'enseignement subventionné. Le chef d'établissement peut solliciter, pour rédiger la proposition de « dispositif de rattrapage » l'appui des Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné ou organisé par la Communauté française tels que visés par l'article 4 du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques.

« Le dispositif de rattrapage » est à l'usage exclusif et confidentiel de l'équipe éducative, de la direction, du Pouvoir Organisateur concerné, des organes de concertation locale et des Services du Gouvernement. Il ne peut faire l'objet d'aucune communication à des tiers à l'établissement scolaire, sauf à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs concerné ou dans les cas fixés par le Gouvernement notamment pour des fins académiques ou scientifiques. Les destinataires de ce document sont soumis à une obligation de confidentialité.

Ce dispositif prévoit les modalités de l'accompagnement et les actions prioritaires déterminées visant à répondre aux éléments ressortant du diagnostic en précisant les ressources internes et externes à solliciter, les initiatives à développer pour atteindre les objectifs visés au paragraphe 2 ainsi que les délais dans lesquels les premiers résultats sont attendus.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités de l'évaluation du dispositif.

§ 5. Le plan de pilotage de l'établissement, en ce compris notamment les éléments du projet général d'action d'encadrement différencié (PGAED) des implantations concernées visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, applicable au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, est adapté, s'il échet, au contenu du dispositif de rattrapage. »

Art. 72. A l'article 73, alinéa 2, 7°, du même décret, le mot « spécial » est remplacé par « spécialisé ».

Art. 73. Au sein du même décret, un nouveau chapitre *VIIbis* rédigé comme suit est inséré:

« Chapitre *VIIbis* – De l'accueil des nouveaux enseignants

Article *73bis*. – Le chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, et le pouvoir organisateur ou son délégué, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française, mettent en œuvre durant les 15 jours de la prise de fonction, avec l'ensemble de l'équipe éducative, un dispositif d'accueil des nouveaux enseignants.

Ce dispositif d'accueil comprend au minimum:

- 1° un entretien avec le chef d'établissement ;
- 2° une visite des locaux ;
- 3° la communication des horaires de travail ;
- 4° la mise à disposition et l'explication du projet d'établissement, du projet pédagogique et éducatif, du règlement de travail, des référentiels et programmes de cours en vigueur, pour lesquels le membre du personnel est désigné ;
- 5° une présentation à l'équipe éducative ;
- 6° pour le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire pour plus d'une semaine pour la première fois dans l'établissement, la désignation par le chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, parmi les membres du personnel enseignant de l'établissement porteurs d'un titre pédagogique et ayant une expérience d'au moins 5 ans, d'un référent afin de l'assister et le conseiller dans son insertion socio-professionnelle et l'exercice de ses fonctions. Il n'est pas attribué de périodes complémentaires pour les référents. ».

CHAPITRE 12. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire

Art. 74. A l'article 2 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le point 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° Maître d'adaptation et de soutien pédagogique: Instituteur, maître spécial d'éducation physique ou maître spécial de langue moderne chargé d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; ».

Art. 75. L'article 26 du même décret, dont le texte devient § 1^{er}, est complété par un paragraphe 2 libellé comme suit :

« § 2. En fonction des résultats de l'analyse prévue à l'article *2bis*, le Gouvernement peut désigner une ou plusieurs zones ou parties de zones d'enseignement où, par dérogation au § 1^{er}, 26 périodes d'encadrement supplémentaire peuvent être attribuées aux implantations comptabilisant au moins 22 élèves supplémentaires régulièrement inscrits par année d'étude, par rapport au 15 janvier précédent.

Les conditions d'application visées à l'alinéa 1^{er} doivent être remplies au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours mais les périodes sont mobilisables à partir du 1^{er} septembre dès que les conditions d'application sont remplies.

Les 26 périodes d'encadrement visées à l'alinéa 1^{er} sont octroyées par classe créée et sont affectées à un instituteur à raison de 24 périodes et à un maître d'éducation physique à raison de 2 périodes.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} n'est plus octroyée lorsqu'un nouveau calcul de l'encadrement est opéré le 1^{er} octobre conformément à l'article 27, lorsque l'implantation est confrontée à la situation envisagée à l'article 31 bis/1, § 2, 3°, et que le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné a introduit une demande de périodes complémentaires ou lorsque l'implantation a fait l'objet d'une restructuration.

La demande est introduite dans les 3 jours ouvrables qui suivent la rentrée scolaire auprès de l'administration. ».

Art. 76. L'article 33, § 3, alinéa 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'elles sont utilisées à des fins de coordination et de soutien pédagogique, les périodes d'adaptation peuvent être prestées à hauteur de maximum 3 périodes par tranche de 12, de 6 périodes par tranche de 24, de 9 périodes par tranche de 36 (et ainsi de suite par multiple de 12). ».

CHAPITRE 13. — *Disposition modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

Art. 77. Dans l'article 8, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, les termes « à l'article 91duodécies » sont remplacés par les termes « aux articles 75ter ou 91duodécies ».

Art. 78. L'article 21bis, § 3, du même décret est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Par dérogation à l'article 19bis, les membres du personnel qui occupent temporairement le 1^{er} septembre 2012 un emploi de sous-directeur ou de proviseur, sont nommés à titre définitif au 1^{er} janvier 2013 dans un emploi vacant de sous-directeur ou de proviseur, pour autant qu'à la date de la nomination, ils satisfassent aux dispositions suivantes :

1° être de conduite irréprochable;

2° jouir des droits civils et politiques;

3° avoir satisfait aux lois sur la milice;

4° être titulaire, à titre définitif, de l'une des fonctions de recrutement en rapport avec la fonction de sous-directeur ou proviseur et être porteur du titre requis pour cette fonction de recrutement;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° compter une ancienneté de service de 6 ans. Cette ancienneté est calculée conformément à l'article 17;

7° ne pas faire l'objet d'une suspension disciplinaire ou d'une mise en non-activité disciplinaire, de la démission disciplinaire ou de la révocation dans une fonction de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel administratif;

8° compter une ancienneté de fonction de 2 ans calculée conformément aux articles 84 et 85 de l'arrêté royal du 22 mars 1969. ».

CHAPITRE 14. — *Disposition modifiant le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française*

Art. 79. L'article 3, point 16, 3^o du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française est remplacé par ce qui suit :

« 3^o de rendre un avis au Gouvernement, selon les modalités qu'il détermine, sur la définition de l'écart significatif de performances entre établissements conformément à l'article 67/2, § 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre »

Art. 80. Au point 3^o de l'article 4 du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française sont insérés les mots « 16bis » entre les mots « 16, » et les mots « ,25 ».

CHAPITRE 15. — *Disposition modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental*

Art. 81. L'article 7, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de deux demi-journées supplémentaires au niveau visé par l'article 3, § 1^{er}, 3^o dont il fixe le moment et la ou les thématique(s) abordée(s) pour l'ensemble des établissements. ».

CHAPITRE 16. — *Dispositions modifiant le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière*

Art. 82. A l'article 8, § 2, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, un alinéa 3 est inséré et rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de deux demi-journées supplémentaires au niveau visé par l'article 5, 3^o dont il fixe le moment et la ou les thématique(s) abordée(s) pour l'ensemble des établissements. ».

Art. 83. A l'article 8, § 3, du même décret un alinéa 3 est inséré et rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut décider de l'organisation obligatoire de deux demi-journées supplémentaires au niveau visé par l'article 5, 3^o, dont il fixe le moment et la ou les thématique(s) abordée(s) pour l'ensemble des établissements. ».

CHAPITRE 17. — *Disposition modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 84. A l'article 132 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé un nouveau paragraphe 7 rédigé comme suit est ajouté :

« § 7. Le cas échéant, les périodes d'accompagnement accordées, conformément au § 2, à un établissement d'enseignement spécialisé peuvent être regroupées au sein de celui-ci de manière à lui permettre de répondre, par l'intégration permanente totale, à l'évolution des besoins spécifiques des élèves, tel que précisés dans leur plan individuel d'apprentissage et dans leur protocole d'intégration ajusté en coordination avec l'ensemble des partenaires de l'intégration. »

CHAPITRE 18. — *Dispositions modifiant le décret du 24 mars 2006
relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement*

Art. 85. A l'article 13 du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement, est ajouté un paragraphe 3 formulé comme suit :

« § 3. L'opérateur culturel visé à l'article 1^{er}, 2^o, 2e tiret, b), assure personnellement les prestations artistiques et pédagogiques nécessaires à la collaboration durable ou ponctuelle visées aux §§ 1^{er} et 2. ».

Art. 86. A l'article 16, § 1^{er}, du même décret, est inséré un point 3^o/1 rédigé comme suit :

« 3^o/1. Comprendre un engagement de l'opérateur culturel visé à l'article 1^{er}, 2^o, 2e tiret, b), d'assurer personnellement les prestations artistiques et pédagogiques ; ».

Art. 87. Dans le même décret, un nouvel article 33bis rédigé comme suit est inséré :

« Article 33bis. - Par dérogation à l'article 6, alinéa 1^{er}, le programme d'actions concerté établi de mars 2015 à mars 2018 peut faire l'objet de modifications durant cette période. ».

CHAPITRE 19. — *Dispositions modifiant le décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion
de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire*

Art. 88. § 1^{er}. L'article 2, 4^o du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire est complété par l'alinéa suivant :

« Sont notamment considérés comme outils pédagogiques au sens du présent décret les livres de littérature destinés aux enfants et jeunes âgés de 3 à 18 ans. Pour être utilisés comme outils pédagogiques, ces livres doivent garantir le respect des principes d'égalité et de non-discrimination tels que notamment définis aux articles 10 et 11 de la Constitution, par les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations. ».

Art. 89. Dans le même décret, il est inséré un article 18bis ainsi rédigé :

« Article 18bis. - Les articles 12 à 18 ne s'appliquent pas aux livres de littérature visés à l'article 2, 4^o, 2ème alinéa. ».

Art. 90. Aux articles 19 et 20 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « et de livres de littérature tels que définis à l'article 2, 4^o, 2ème alinéa » sont chaque fois ajoutés après les mots « de logiciels scolaires ayant reçu l'agrément indicatif de conformité » ;

2^o les mots « et de livres de littérature tels que définis à l'article 2, 4^o, 2ème alinéa » sont chaque fois ajoutés après les mots « de logiciels scolaires » ;

3^o les mots « et aux livres de littérature tels que définis à l'article 2, 4^o, 2ème alinéa » sont chaque fois ajoutés après les mots « aux logiciels scolaires ».

CHAPITRE 20. — *Dispositions modifiant le décret du 30 juin 2006
relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire*

Art. 91. L'article 6bis du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, inséré par le décret du 7 décembre 2007, modifié par les décrets du 12 décembre 2008, 12 juillet 2012 et en dernier lieu par le décret du 11 avril 2014, est remplacé par un texte rédigé comme suit :

« Article 6bis. - Sans préjudice des dispositions visées par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, la deuxième année commune est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité :

1^o soit qui a suivi la première année commune,

2^o soit qui a suivi la première année commune dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone. ».

Art. 92. A l'article 7bis, § 6, alinéa 3, du même décret, les mots « ou des enseignants, surveillants-éducateurs et agents PMS opérant au premier degré » sont ajoutés après les mots « parmi les membres du Conseil de Classe ».

Art. 93. A l'article 8, 8^o, du même décret, le mot « artistique » est remplacé par les mots suivants « plastique et/ou musicale ».

Art. 94. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, e), le mot « artistique » est remplacé par les mots « plastique et/ou musicale » ;

2^o au paragraphe 3, le point 1^o est complété par les mots « ou les périodes d'enseignement musical visées à l'article 1^{er}, § 3, 1^o, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire. ».

Art. 95. A l'article 13, § 1^{er}, il est inséré un point 3^o ainsi rédigé :

« 3^o au bénéfice des élèves ayant suivi deux années au sein du 1^{er} degré dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone. ».

Art. 96. A l'article 17, 5^o, du même décret, le mot « artistique » est remplacé par les mots « plastique et/ou musicale ».

Art. 97. A l'article 21, § 4, alinéa 2, 5^o, du même décret, le mot « artistique » est remplacé par les mots « plastique et/ou musicale ».

Art. 98. L'article 26, § 1^{er}, 1^o, du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire est complété par les mots « dans ce cas, le conseil de classe attribue le CEB à l'élève qui n'en est pas porteur ; ».

Art. 99. § 1^{er}. A l'article 28, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le point 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° en ce qui concerne l'élève titulaire du Certificat d'Etudes de Base, qui n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit, le Conseil de Classe l'oriente :

a) soit vers la deuxième année commune ;

b) soit vers l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré (2S), conformément au titre III ; en ce cas, il indique que le Conseil de Classe de 2S proposera un PIA, tel que visé à l'article 7bis,

c) soit, s'il répond aux conditions d'admission, vers l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2°, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance,

d) soit vers la 3^{ème} année de l'enseignement technique de qualification ou vers la 3^{ème} année de l'enseignement professionnel.

Toutefois, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale gardent la faculté de choisir celle des orientations visées au point 1° vers laquelle le Conseil de Classe n'a pas orienté l'élève ; » ;

2° au § 2, 2°, les mots « vers la troisième année de différenciation et d'orientation (3SDO) » sont complétés par les mots « ou vers la 3^{ème} année de l'enseignement professionnel ».

Art. 100. L'article 28bis, § 1^{er}, 1°, du même décret est complété par les mots « dans ce cas, le conseil de classe attribue le CEB à l'élève qui n'en est pas porteur ; ».

Art. 101. A l'article 30 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, est complété par les mots « dans ce cas, le conseil de classe attribue le CEB à l'élève qui n'en est pas porteur ; » ;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, 1°, est complété par les mots « dans ce cas, le conseil de classe attribue le CEB à l'élève qui n'en est pas porteur ; ».

Art. 102. Le titre VII et l'article 32 du même décret, abrogés par le décret du 11 avril 2014, sont restaurés dans un texte rédigé comme suit :

« TITRE VII. — Dispositions transitoires

Article 32 - Sans préjudice des dispositions visées par l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, la deuxième année commune est accessible à tout élève régulier au sens de l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 précité :

1° soit qui a suivi avant le 30 juin 2016 une année complémentaire organisée au terme de la première année commune à l'égard duquel le Conseil de classe a pris la décision de l'orienter vers la deuxième année commune ;

2° soit qui, titulaire du Certificat d'Etudes de Base, n'atteint pas l'âge de 16 ans à la date du 31 décembre de l'année scolaire qui suit et a suivi avant le 30 juin 2016 la deuxième année différenciée et à l'égard duquel le Conseil de Classe a pris la décision de l'orienter vers la deuxième année commune ;

3° soit qui a suivi la première année commune dans un établissement organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté flamande ou par la Communauté germanophone. ».

CHAPITRE 21. — *Disposition modifiant le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique*

Art. 103. A l'article 5 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique, les mots « le Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre ».

CHAPITRE 22. — *Dispositions modifiant le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité*

Art. 104. A l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, les mots « doivent être mobilisés pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, l'apprentissage du français, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe ou le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires et » sont insérés entre les mots « capital-périodes visés à l'article 6, § 2 » et les mots « peuvent permettre ».

Art. 105. A l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « doivent être mobilisés pour l'encadrement en classe ou hors classe, la remédiation, l'étude dirigée, l'apprentissage du français, le soutien dans l'apprentissage, le conseil pédagogique, la formation, le travail en équipe ou le tutorat dans le cadre de la lutte contre l'échec et le décrochage scolaires et » sont insérés entre les mots « périodes-professeurs visés à l'article 7, § 2 » et les mots « peuvent permettre ».

CHAPITRE 23. — *Disposition modifiant le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation économique et sociale ainsi qu'en formation historique et géographique*

Art. 106. Les mots « formation économique et sociale » sont remplacés par les mots « formation sociale et économique » dans le titre et le texte du décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation économique et sociale ainsi qu'en formation historique et géographique.

CHAPITRE 24. — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Art. 107. A l'article 44 du décret du 11 avril 2014 modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, un nouvel alinéa rédigé comme suit est ajouté :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 28, 32 à 38 et 43 entrent immédiatement en vigueur dès le 1^{er} septembre 2014 et non année par année. ».

CHAPITRE 25. — *Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 108. L'article 269 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cadre des règles prévues à la présente section, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de cours techniques, de pratique professionnelle, de cours technique et de pratique professionnelle, de cours artistique ou pour la fonction d'accompagnateur CEFA conserve le bénéfice de cette reconnaissance dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours technique, de cours artistique, de pratique professionnelle, d'accompagnateur CEFA conformément au tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement ou à l'accroche cours-fonction arrêtée par le Gouvernement. ».

Art. 109. L'article 283 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le cadre des règles prévues à la présente section, le membre du personnel temporaire qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction de cours techniques, de pratique professionnelle, de cours technique et de pratique professionnelle, de cours artistique ou pour la fonction d'accompagnateur CEFA conserve le bénéfice de cette reconnaissance dans l'exercice de sa nouvelle fonction de professeur de cours technique, de cours artistique, de pratique professionnelle, d'accompagnateur CEFA conformément au tableau de correspondance arrêté par le Gouvernement ou à l'accroche cours-fonction arrêtée par le Gouvernement. ».

Art. 110. Dans le même décret est inséré un article 288bis rédigé comme suit :

« Article 288bis - Les membres du personnel visés à la présente section bénéficient de l'échelle de traitement attachée à la nouvelle fonction dans laquelle leur ancienneté est réputée acquise en application des dispositions de la section 2 sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction d'origine leur procure une rémunération plus élevée.

Les membres du personnel visés aux articles 281, alinéa 2 et 282, alinéa 2 conservent l'échelle de traitement dont ils bénéficiaient avant l'entrée en vigueur du présent décret. ».

TITRE 8. — Entrée en vigueur

Art. 111. Les articles 92, 102 et 107 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2014.

Les articles 34 à 37 ainsi que l'article 41 produisent leurs effets au 1^{er} octobre 2015.

Le titre 4 ainsi que les articles 45, 55, 58, 59, 61, 74 à 76, 88 à 90 et 98 à 101 entrent en vigueur pour l'année scolaire 2015 2016.

Les articles 38 à 40 entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Les articles 93, 94, 1^o, 96, 97 et 108 à 110 entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 février 2016.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,
J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

Session 2015-2016

Documents du Parlement. Projet de décret, n°195-1. – Amendements de commission, n° 195-2 – Avis du conseil d'Etat, n° 195-3 – Rapport, n°195-4 – Amendement de séance, n° 195-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 3 février 2016.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2016/29096]

4 FEBRUARI 2016. — Decreet houdende verschillende bepalingen inzake onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Bepaling betreffende de aankoop van een schoolgebouw*

Artikel 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de lening te waarborgen die door de VZW “Centre sportif et culturel des Fourons”, Vogelsang 7 te 3790 Voeren, zal worden aangegaan. Die lening, die 25 jaar zal duren, wordt bestemd voor de aankoop van een schoolgebouw dat eigendom is van de gemeente Voeren. De waarborg zal maximaal 650.000 euro bedragen, voor de aankoop van een schoolgebouw en voor de kosten, commissies en erelonen in verband met die aankoop en met het afsluiten van de voormelde lening. Die waarborg kan geenszins hoger zijn dan het nog verschuldigde saldo van die lening, vermeerderd met de eventueel vervallen en niet betaalde rente, en dan het voormelde bedrag van 650.000 euro.

Art. 2. Als de waarborg van de Franse Gemeenschap wordt geactiveerd, wordt het bedrag waarvoor een beroep wordt gedaan op die waarborg, afgetrokken van de subsidie die door de Franse Gemeenschap aan de VZW “Centre sportif et culturel des Fourons” wordt gestort.

TITEL 2. — *Bepalingen tot wijziging van de verschillende teksten betreffende het verlof wegens pleegvoogdij, plaatsing in een opvanggezin en adoptie*

Art. 3. In het opschrift van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “adoptie en pleegvoogdij” vervangen door de woorden “adoptie, pleegvoogdij en plaatsing in een opvanggezin.”.

Art. 4. In artikel 13 bis van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “of met het oog op de opvang van een kind van minder dan twaalf jaar in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin” geschrapt;

2° het tweede lid, dat de woorden “ De maximale duur van dat verlof wordt vastgesteld op zes weken” inhoudt, wordt aangevuld met de woorden “ en begint binnen de drie weken voorafgaand aan of zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin wordt opgevangen”;

3° er worden een derde lid, een vierde lid en een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het vorige lid, kan het opvangverlof beginnen de dag waarop het personeelslid naar het buitenland vertrekt, op voorwaarde dat de adoptie bij de terugkeer in België wordt verwezenlijkt.

Als geen adoptie bij de terugkeer in België verwezenlijkt blijkt te zijn, wordt die verlofperiode echter omgezet in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden. Het verlof kan geenszins langer zijn dan de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden waarop het vastbenoemde personeelslid aanspraak kan maken krachtens verordeningsbepalingen die op hem op dat gebied toepasselijk zijn. Die terbeschikkingstelling eindigt in ieder geval op het einde van de periode waarvoor het opvangverlof werd aangevraagd.

Voor het tijdelijk aangesteld personeelslid, als bij de terugkeer blijkt dat geen adoptie werd verwezenlijkt, wordt die verlofperiode beschouwd als een aanstellingsschorsing. Als een benoeming in vast verband geschiedt gedurende het opvangverlof, wordt die behouden. Het personeelslid wordt dan aan de bepalingen van het vorige lid onderworpen.”;

4° het vierde lid, dat het nieuwe zevende lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“Het opvangverlof wordt toegekend aan het personeelslid dat erom vraagt en die de hoedanigheid van adoptant bezit. Bij die aanvraag wordt elk officieel document gevoegd dat het bewijs levert van het adoptieproject of van de adoptie.”;

5° het vroegere vijfde lid wordt afgeschaft;

6° het zevende lid wordt afgeschaft.

Art. 5. Artikel 13ter van het voormelde koninklijk besluit van 15 januari 1974 wordt vervangen als volgt :

“Artikel 13ter. Het in vast verband of in tijdelijk verband aangestelde personeelslid, bedoeld in het voormelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, die in actieve dienst zijn, kunnen een opvangverlof krijgen met het oog op een plaatsing in een opvanggezin of op een pleegvoogdij over een kind dat de leeftijd van 12 jaar niet heeft bereikt.

Dat verlof begint binnen de drie weken voorafgaand aan of de zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin komt of de datum waarop de pleegvoogdij in werking treedt.

De maximumduur van dat verlof wordt op zes weken vastgesteld en kan worden verdubbeld in het geval bedoeld in artikel 13bis zesde lid. Ze wordt beperkt tot de duur van de opvang.

Indien de werkelijke komst van het kind in een gezin tot een domiciliëring aanleiding geeft, moet het bewijs daarvan worden geleverd door een domiciliëringssakte die door het gemeentebestuur wordt opgemaakt. In het tegenovergestelde geval, wordt het bewijs geleverd door een officieel document dat het bewijs levert van de pleegvoogdij of de plaatsing in een opvanggezin.

Dat verlof wordt bezoldigd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.”.

Art. 6. In het opschrift van hoofdstuk II bis van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, worden de woorden “adoptie en pleegvoogdij” vervangen door de woorden “adoptie, pleegvoogdij en plaatsing in een opvanggezin.”.

Art. 7. In artikel *8bis* van het voormelde koninklijk besluit van 8 december 1967 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “ of wanneer zij een kind van minder dan twaalf jaar opvangen in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ” geschrapt;

2° het tweede lid, dat de woorden “ De maximale duur van dat verlof wordt vastgesteld op zes weken.” inhoudt, wordt aangevuld met de woorden : “en begint binnen de drie weken voorafgaand aan of zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin wordt opgevangen”;

3° er worden een derde lid, een vierde lid en een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het vorige lid, kan het opvangverlof beginnen de dag waarop het personeelslid naar het buitenland vertrekt, op voorwaarde dat de adoptie bij de terugkeer in België wordt verwezenlijkt.

Als geen adoptie bij de terugkeer in België verwezenlijkt blijkt te zijn, wordt die verlofperiode echter omgezet in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden. Het verlof kan geenszins langer zijn dan de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden waarop het vastbenoemde personeelslid aanspraak kan maken krachtens verordeningsbepalingen die op hem op dat gebied toepasselijk zijn. Die terbeschikkingstelling eindigt in ieder geval op het einde van de periode waarvoor het opvangverlof werd aangevraagd.

Voor het tijdelijk aangesteld personeelslid, als bij de terugkeer blijkt dat geen adoptie werd verwezenlijkt, wordt die verlofperiode beschouwd als een aanstellingsschorsing. Als een benoeming in vast verband geschiedt gedurende het opvangverlof, wordt die behouden. Het personeelslid wordt dan aan de bepalingen van het vorige lid onderworpen.”;

4° het vierde lid, dat het nieuwe zevende lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“Het opvangverlof wordt toegekend aan het personeelslid dat erom vraagt en die de hoedanigheid van adoptant bezit. Bij die aanvraag wordt elk officieel document gevoegd dat het bewijs levert van het adoptieproject of van de adoptie.”;

5° het vroegere vijfde lid wordt afgeschaft;

6° het zevende lid wordt afgeschaft.

Art. 8. Artikel *8ter* van het voormelde koninklijk besluit van 8 december 1967 wordt vervangen als volgt :

“Artikel *8ter*. De personeelsleden kunnen een opvangverlof krijgen met het oog op een plaatsing in een opvanggezin of op een pleegvoogdij over een kind dat de leeftijd van 12 jaar niet heeft bereikt.

Dat verlof begint binnen de drie weken voorafgaand aan of de zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin komt of de datum waarop de pleegvoogdij in werking treedt.

De maximumduur van dat verlof wordt op zes weken vastgesteld en kan worden verdubbeld in het geval bedoeld in artikel 8 bis zesde lid. Ze wordt beperkt tot de duur van de opvang.

Indien de werkelijke komst van het kind in een gezin tot een domiciliëring aanleiding geeft, moet het bewijs daarvan worden geleverd door een domiciliëringsakte die door het gemeentebestuur wordt opgemaakt. In het tegenovergestelde geval, wordt het bewijs geleverd door een officieel document dat het bewijs levert van de pleegvoogdij of de plaatsing in een opvanggezin.

Dat verlof wordt bezoldigd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.”.

Art. 9. In het opschrift van hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de woorden “adoptie en pleegvoogdij” vervangen door de woorden “adoptie, pleegvoogdij en plaatsing in een opvanggezin.”.

Art. 10. In artikel 13 van het voormelde koninklijk besluit van 19 mei 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden “ of wanneer zij een kind van minder dan twaalf jaar opvangen in hun gezin tengevolge van een gerechtelijke beslissing om plaatsing in een onthaalgezin ” geschrapt;

2° het tweede lid, dat de woorden “ De maximale duur van dat verlof wordt vastgesteld op zes weken.” inhoudt, wordt aangevuld met de woorden : “en begint binnen de drie weken voorafgaand aan of zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin wordt opgevangen”;

3° er worden een derde lid en een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt : “In afwijking van het vorige lid, kan het opvangverlof beginnen de dag waarop het personeelslid naar het buitenland vertrekt, op voorwaarde dat de adoptie bij de terugkeer in België wordt verwezenlijkt.

Als geen adoptie bij de terugkeer in België verwezenlijkt blijkt te zijn, wordt die verlofperiode echter omgezet in terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden. Het verlof kan geenszins langer zijn dan de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden waarop het vastbenoemde personeelslid aanspraak kan maken krachtens verordeningsbepalingen die op hem op dat gebied toepasselijk zijn. Die terbeschikkingstelling eindigt in ieder geval op het einde van de periode waarvoor het opvangverlof werd aangevraagd.

Voor het tijdelijk aangesteld personeelslid, als bij de terugkeer blijkt dat geen adoptie werd verwezenlijkt, wordt die verlofperiode beschouwd als een aanstellingsschorsing. Als een benoeming in vast verband geschiedt gedurende het opvangverlof, wordt die behouden. Het personeelslid wordt dan aan de bepalingen van het vorige lid onderworpen.”;

4° het vierde lid, dat het nieuwe zevende lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“Het opvangverlof wordt toegekend aan het personeelslid dat erom vraagt en die de hoedanigheid van adoptant bezit. Bij die aanvraag wordt elk officieel document gevoegd dat het bewijs levert van het adoptieproject of van de adoptie.”;

5° het vroegere vijfde lid wordt afgeschaft;

6° het zevende lid wordt afgeschaft.

Art. 11. Artikel 13bis van het voormelde koninklijk besluit van 19 mei 1981 wordt vervangen als volgt :

Artikel 13bis. De in artikel 1 van dit besluit bedoelde personeelsleden die in actieve dienst zijn, kunnen een opvangverlof krijgen met het oog op een plaatsing in een opvanggezin of op een pleegvoogdij over een kind dat de leeftijd van 12 jaar niet heeft bereikt.

Dat verlof begint binnen de drie weken voorafgaand aan of de zes maanden volgend op de datum waarop het kind werkelijk in het gezin komt of de datum waarop de pleegvoogdij in werking treedt.

De maximumduur van dat verlof wordt op zes weken vastgesteld en kan worden verdubbeld in het geval bedoeld in artikel 13, zesde lid. Ze wordt beperkt tot de duur van de opvang.

Indien de werkelijke komst van het kind in een gezin tot een domiciliëring aanleiding geeft, moet het bewijs daarvan worden geleverd door een domiciliëringsakte die door het gemeentebestuur wordt opgemaakt. In het tegenovergestelde geval, wordt het bewijs geleverd door een officieel document dat het bewijs levert van de pleegvoogdij of de plaatsing in een opvanggezin.

Dat verlof wordt bezoldigd en met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld.”.

TITEL 3. — *Bepalingen betreffende sommige plichten voor de personeelsleden*

Art. 12. Artikel 5 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 7, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 13. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 14. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 5, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 15. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 16. In artikel 4 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste lid en het tweed lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 15, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 17. In artikel 15 van hetzelfde decreet, worden leden tussen het derde lid en het vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 18. Artikel 6 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 8, derde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 19. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend as volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 20. Artikel 5 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 7, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 21. Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend as volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 22. Artikel 12 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 14, achtste lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 23. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met twee leden, luidend as volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 24. Artikel 4 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 6, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 25. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden tussen het derde lid en het vierde lid twee leden ingevoegd, luidend as volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 26. Artikel 5 van het decreet van 10 maart 2006 betreffende de statuten van de leermeesters godsdienst en de leraars godsdienst wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 6, vierde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 27. In artikel 7 van hetzelfde decreet worden tussen het derde lid en het vierde lid twee leden ingevoegd, luidend als volgt :

“Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

Art. 28. Artikel 31 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Ze moeten de loyaliteitsplicht nakomen, waarbij de beginselen bedoeld in artikel 35, derde lid, moeten worden nageleefd”.

Art. 29. In artikel 35 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Ze moeten alles vermijden wat afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

Zowel bij de uitoefening van hun ambt als buiten deze, moeten ze zich onthouden van elke daad of verklaring die duidelijk in strijd is met één van de belangrijkste beginselen van het democratische stelsel, alsook van elke daad of verklaring die het vertrouwen van het publiek in het door de Franse Gemeenschap verstrekte onderwijs ernstig zou kunnen aantasten.

De belangrijkste beginselen van het democratische stelsel worden vermeld in het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, het handvest van de grondrechten van de Europese Unie, het internationaal Verdrag inzake de rechten van het kind, Titel II van de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, alle regelingen tegen discriminatie, waaronder het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie alsook de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.”.

TITEL 4. — Bepalingen betreffende het opnemen van de resultaten van sectorale proeven in de gegevens die door de kwalificatie-examencommissie in aanmerking kunnen worden genomen

HOOFDSTUK 1. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 30. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 15 juli 1996 en vervangen bij het decreet van 12 juli 2012, in punt 19°, worden de woorden “inzonderheid de attesten van slagen voor de proeven die door de beroepssectoren worden georganiseerd in het kader van overeenkomsten die met de diensten van de Franse Gemeenschap worden gesloten of die door de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren samen worden georganiseerd” ingevoegd tussen de woorden “tijdens zijn studies werden behaald” en de woorden “alsook het attest van de relevante ervaringen”.

Art. 31. In artikel 21ter van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2012, wordt paragraaf 4 aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

“4° de resultaten van de leerlingen die proeven hebben afgelegd die door de beroepssectoren worden georganiseerd in het kader van overeenkomsten die met de diensten van de Franse Gemeenschap worden gesloten of die door de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren samen worden georganiseerd.”.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 32. In artikel 59 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2006, vervangen bij het decreet van 12 juli 2012, gewijzigd bij het decreet van 5 december 2013, wordt het elfde lid aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

“3° de resultaten van de leerlingen die proeven hebben afgelegd die door de beroepssectoren worden georganiseerd in het kader van overeenkomsten die met de diensten van de Franse Gemeenschap worden gesloten of die door de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren samen worden georganiseerd.”.

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs*

Art. 33. In artikel 3 van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, in paragraaf 7, worden de woorden “inzonderheid de attesten van slagen voor de proeven die door de beroepssectoren worden georganiseerd in het kader van overeenkomsten die met de diensten van de Franse Gemeenschap worden gesloten of die door de Franse Gemeenschap en de beroepssectoren samen worden georganiseerd” ingevoegd tussen de woorden “gedurende zijn studietijd worden behaald geleidelijk worden verzameld” en de woorden “ alsook het attest van de relevante ervaringen”.

**TITEL 5. — Bepalingen tot aanpassing van de zones
aan de geografische afbakening van de regio's voor Kwalificerend onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt**

HOOFDSTUK 1. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

Art. 34. Artikel 14bis van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen wordt vervangen als volgt :

“Artikel 14bis. Er worden tien affectatiezones opgericht, bepaald als volgt :

De zone Brussel is samengesteld uit de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst, Watermaal-Bosvoorde.

2. De zone Waals-Brabant is samengesteld uit de volgende gemeenten : Beauvechain, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Eigenbrakel, Geldenaken, Genappe, Grez-Doiceau, Hélicine, Incourt, Ittre, Kasteelbrakel, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Terhulpen, Tubeke, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. De zone Hoei Borgworm is samengesteld uit de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Borgworm, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Hoei, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Wasseiges.

4. De zone Luik is samengesteld uit de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

5. De zone Verviers is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. De zone Namen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Florefe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. De zone Luxemburg is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hottot, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendoux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. De zone Picardisch Wallonië is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aat, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Doornik, Edingen, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Komen-Waasten, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Moeskroen, Mont-de-l'Enclus, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly.

9. De zone Midden-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Bergen, Binche, Boussu, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, 's-Gravenbrakel, Zinnik.

10. De zone Zuid-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aiseau-Prezles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farcinnes, Fleurus, Fontaine l'Evêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt. ».

Art. 35. Artikel 14biquinquies van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt:

“Artikel 14biquinquies. Er worden tien affectatiezones opgericht, bepaald als volgt :

De zone Brussel is samengesteld uit de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst, Watermaal-Bosvoorde.

2. De zone Waals-Brabant is samengesteld uit de volgende gemeenten : Beauvechain, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Eigenbrakel, Geldenaken, Genappe, Grez-Doiceau, Hélicine, Incourt, Ittre, Kasteelbrakel, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Terhulpen, Tubeke, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. De zone Hoei Borgworm is samengesteld uit de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Borgworm, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Hoei, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Wasseiges.

4. De zone Luik is samengesteld uit de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

5. De zone Verviers is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. De zone Namen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. De zone Luxemburg is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. De zone Picardisch Wallonië is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aat, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Doornik, Edingen, Ellezelles, Edingen, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Komen-Waasten, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Moeskroen, Mont-de-l'Enclus, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly.

9. De zone Midden-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Bergen, Binche, Boussu, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, 's-Gravenbrakel, Zinnik.

10. De zone Zuid-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt. ».

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 36. Artikel 2bis van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap wordt vervangen als volgt :

“Artikel 2bis. Er worden tien affectatiezones opgericht, bepaald als volgt :

De zone Brussel is samengesteld uit de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst, Watermaal-Bosvoorde.

2. De zone Waals-Brabant is samengesteld uit de volgende gemeenten : Beauvechain, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Eigenbrakel, Geldenaken, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Kasteelbrakel, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Terhulpen, Tubeke, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. De zone Hoei Borgworm is samengesteld uit de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Borgworm, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimies, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Hoei, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Wasseiges.

4. De zone Luik is samengesteld uit de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

5. De zone Verviers is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. De zone Namen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. De zone Luxemburg is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. De zone Picardisch Wallonië is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aat, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Doornik, Edingen, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Komen-Waasten, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Moeskroen, Mont-de-l'Enclus, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly.

9. De zone Midden-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Bergen, Binche, Boussu, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, 's-Gravenbrakel, Zinnik.

10. De zone Zuid-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farciennes, Fleurus, Fontaine l'Évêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra*

Art. 37. Het eerste lid van artikel 19 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 houdende het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze psycho-medisch-sociale centra wordt vervangen als volgt :

“Er worden tien affectatiezones opgericht, bepaald als volgt :

De zone Brussel is samengesteld uit de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest :

Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst, Watermaal-Bosvoorde.

2. De zone Waals-Brabant is samengesteld uit de volgende gemeenten : Beauvechain, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Eigenbrakel, Geldenaken, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécine, Incourt, Ittre, Kasteelbrakel, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Terhulpen, Tubeke, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la Ville.

3. De zone Hoi Borgworm is samengesteld uit de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Borgworm, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimes, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Hoi, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Wasseiges.

4. De zone Luik is samengesteld uit de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

5. De zone Verviers is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. De zone Namen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. De zone Luxemburg is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendueux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. De zone Picardisch Wallonië is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aat, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Doornik, Edingen, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Komen-Waasten, Lessen, Leuze-en-Hainaut, Moeskroen, Mont-de-l'Enclus, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly.

9. De zone Midden-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Bergen, Binche, Boussu, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, 's-Gravenbrakel, Zinnik.

10. De zone Zuid-Henegouwen is samengesteld uit de volgende gemeenten : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelinnes, Farcennes, Fleurus, Fontaine l'Evêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt. ».

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra*

Art. 38. Het eerste lid van § 1 van artikel 79 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een zonale reffectatiecommissie opgericht voor elke hieronder bepaalde zone :

Zone 1 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Brussel en Waals-Brabant, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het decreet van 11 april 2014 tot instemming met het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt.

Zone 2 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Picardisch Wallonië, Midden-Henegouwen en Zuid-Henegouwen, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014.

Zone 3 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Luik, Hoi-Borgworm en Verviers, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014.

Zone 4 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Namen en Luxemburg, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014. ».

HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 39. Het tweede lid van artikel 8 van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de vaststelling van de schaarste en bepaalde Commissies in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, wordt vervangen als volgt :

« Er wordt een zonale commissie opgericht overeenkomstig het eerste lid voor elke hieronder bepaalde zone :

Zone 1 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Brussel en Waals Brabant, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het decreet van 11 april 2014 tot instemming met het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt.

Zone 2 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Picardisch Wallonië, Midden-Henegouwen en Zuid-Henegouwen, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014.

Zone 3 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Luik, Hoi-Borgworm en Verviers, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014.

Zone 4 : de regio's voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE) van Namen en Luxemburg, zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het bovenvermelde decreet van 11 april 2014. ».

Art. 40. Het eerste lid van artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

« Er worden bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap Zonale Commissies voor het beheer van de betrekkingen opgericht voor het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, het vrij gesubsidieerd kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

Wat het confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs betreft, wordt er een zonale commissie opgericht overeenkomstig het eerste lid in elke regio voor Kwalificerend Onderwijs – Vorming Arbeidsmarkt (EFE), zoals bepaald in artikel 3 van de bijlage bij het decreet van 11 april 2014 tot instemming met het samenwerkingsakkoord, op 20 maart 2014 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming – Arbeidsmarkt. ».

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap.*

Art. 41. De artikelen 19 en 182 van het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden elk vervangen als volgt :

« Er worden tien affectatiezones opgericht, bepaald als volgt :

1. De zone Brussel, samengesteld uit 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst, Watermaal-Bosvoorde.

2. De zone Waals-Brabant, samengesteld uit de volgende gemeenten : Beauvechain, Chastre, Chaumont-Gistoux, Court-Saint-Etienne, Eigenbrakel, Geldenaken, Genappe, Grez-Doiceau, Héléline, Incourt, Itter, Kasteelbrakel, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nijvel, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Terhulpen, Tubeke, Villers-la Ville, Walhain, Waterloo, Waver.

3. De zone Hoi-Borgworm, samengesteld uit de volgende gemeenten : Amay, Anthisnes, Berloz, Borgworm, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannuit, Héron, Hoi, Lincet, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Wasseiges.

4. De zone Luik, samengesteld uit de volgende gemeenten : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Luik, Neupré, Oupeye, Sint-Niklaas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Wezet.

5. De zone Verviers, samengesteld uit de volgende gemeenten : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limburg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.

6. De zone Namen, samengesteld uit de volgende gemeenten : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namen, Ohey, Onhaye, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.

7. De zone Luxemburg, samengesteld uit de volgende gemeenten : Aarlen, Attert, Aubange, Bastenaken, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Légglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendeux, Rouvroy, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.

8. De zone Picardisch Wallonië, samengesteld uit de volgende gemeenten : Aat, Antoing, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Doornik, Edingen, Ellezelles, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessen, Komen-Waasten, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Moeskroen, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly.

9. De zone Midden-Henegouwen, samengesteld uit de volgende gemeenten : Bergen, Binche, Boussu, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussines, Estinnes, Frameries, 's-Gravenbrakel, Hensies, Honnelles, Jurbeke, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Zinnik.

10. De zone Zuid-Henegouwen, samengesteld uit de volgende gemeenten : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine l'Evêque, Froidchapelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure, Les-Bons-Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval en Walcourt. ».

TITEL 6. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden*

Art. 42. Er wordt een nieuw hoofdstuk VIII bis luidend als volgt « In geval van een derdebetaler-overeenkomst met de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen (NMBS) » ingevoegd in het decreet van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten voor het gebruik van openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen en/of van de fiets door de personeelsleden :

« Hoofdstuk VIIIbis. In geval van een derdebetaler-overeenkomst met de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen (NMBS)

Artikel 11bis. In afwijking van de artikelen 8 tot 11, wanneer de inrichtende macht met de NMBS een overeenkomst afgesloten heeft met betrekking tot het uitreiken van treinkaarten 2de klasse, verminderd met de werkgeverstegemoetkoming ten bate van zijn personeelsleden, zijn de regels van dit hoofdstuk van toepassing :

Artikel 11ter. De tegemoetkoming in de derdebetaler-overeenkomst geldt zowel voor het openbaar vervoer met de spoorwegen als voor het openbaar vervoer met de spoorwegen gecombineerd met een ander gemeenschappelijk vervoer.

Ter aanvulling van deze terugbetaling kan het personeelslid ook een terugbetaling bekomen voor het gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk, overeenkomstig artikel 7.

Artikel 11quater. Ingeval het personeelslid zijn ambt in verschillende onderwijsinrichtingen, internaten of opvangtehuizen of verschillende centra zou uitoefenen en hij zijn vervoerbewijs(zen) zou kunnen gebruiken om zich naar de onderwijsinrichtingen, internaten, opvangtehuizen of centra waar hij werkt, te begeven, overhandigt hij zijn vervoerbewijs(zen) van het opladen, naargelang het geval, aan het hoofd van de inrichting, aan de inrichtende macht of aan de directeur van het centrum waar hij het meeste aantal uren werkt.

Voor een gelijk aantal uren overhandigt het personeelslid zijn vervoerbewijs(zen) van het opladen, naargelang het geval, aan het hoofd van de inrichting, aan de inrichtende macht of aan de directeur van het centrum waar hij de meeste anciënniteit heeft.

Ingeval het personeelslid zijn ambt in verschillende onderwijsinrichtingen, internaten, opvangtehuizen of verschillende centra zou uitoefenen en hij niet hetzelfde (dezelfde) vervoerbewijs(zen) van het opladen zou kunnen gebruiken, overhandigt hij aan elk inrichtingshoofd, elke inrichtende macht of directeur van een betrokken centrum het (de) specifiek(e) vervoerbewijs(zen) om zich naar de onderwijsinrichting(en), internaten, opvangtehuizen of het/de betrokken centrum(a) te begeven.

Elke wijziging moet meegedeeld worden binnen de maand van de datum ervan.

Artikel 11quinquies. De nadere regels voor de uitbetaling van facturen van de derdebetaler-overeenkomsten met de NMBS worden bepaald als volgt :

1. De inrichtende macht of zijn afgevaardigde informeert, bij het afsluiten van de overeenkomst, de diensten van de Regering over het bestaan van de bovenvermelde overeenkomst ;

2. De inrichtende macht of zijn afgevaardigde laat een aangifte van schuldvordering toekomen samen met het afschrift van de factuur ontvangen van de NMBS die als bewijs geldt voor de tegemoetkoming in de kosten van het openbaar vervoer, volgens het type-model vastgesteld door de Regering.

Binnen de drie maanden na de ontvangst van de aangifte van schuldvordering bedoeld in het eerste lid betalen de diensten van de Regering de betaalde tegemoetkomingen aan de inrichtende macht terug.

Op straffe van verlies van het recht op terugbetaling moet de aangifte van schuldvordering bedoeld in het eerste lid ten laatste binnen de twee maanden ingediend worden volgend op de betaling door de inrichtende macht van de gevraagde bedragen door de NMBS op basis van de factuur. ».

TITEL 7. — *Wijziging van diverse bepalingen inzake onderwijs*

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 43. In artikel 3, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het zesde lid wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid wordt de leerling die definitief uitgesloten is na 15 januari, niet beschouwd als regelmatig ingeschreven op 15 januari in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze uitsluiting. »

2° na het zesde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt, waarbij het zevende lid het achtste lid wordt :

« De schoolinrichting die een leerling ontvangt die uitgesloten is na 15 januari, licht de Administratie daarover in ten laatste op 15 juli van het jaar daarop. Bij gebreke daarvan wordt de leerling niet in aanmerking genomen voor de berekening van de forfaitaire dotaties bedoeld in het vierde lid. ».

Art. 44. Artikel 3, § 3ter, van dezelfde wet wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

« De informatie bedoeld in het vorige lid bevat inzonderheid het gedeelte van de dotatie dat aan het pedagogische materiaal besteed wordt. ».

Art. 45. Artikel 24, § 2, van dezelfde wet wordt vervangen door :

« § 2. Een inrichting of een afdeling van de onderwijsinrichting van het kleuter- lager of secundair niveau, een inrichting voor onderwijs voor sociale promotie en een inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, worden gesubsidieerd wanneer ze zich aanpassen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de organisatie van studies, de administratieve statuten van de personeelsleden en de toepassing van de taalwetten.

De diensten van de Regering zijn bevoegd om na te kijken of de inrichting of de afdeling van de inrichting bedoeld in het eerste lid bovendien de volgende verplichtingen naleeft :

- 1° de structuur van het onderwijs aannemen die bepaald wordt door de wetten en decreten;
- 2° een programma naleven dat door de Regering wordt goedgekeurd;
- 3° de bepalingen naleven die bepaald worden door het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;
- 4° de bepalingen naleven die vastgesteld worden door het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;
- 5° de bepalingen naleven die vastgesteld worden door het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving en, voor de inrichtingen voor sociale promotie, de bepalingen naleven die vastgesteld worden door het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de uitvoering van positieve discriminatie;
- 6° de bepalingen naleven van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;
- 7° zich aan de door de Franse Gemeenschap ingerichte controle en inspectie onderwerpen die georganiseerd wordt door het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs;
- 8° in aanmerking komen, indien de inrichting niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten bedoeld in artikel 5*bis*, voor diensten voor externe pedagogische raadgeving en begeleiding, overeenkomstig een overeenkomst afgesloten ten laatste 4 maanden na de oprichting van de inrichting of van de afdeling van de inrichting met de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding of met één van de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding bedoeld in het bovenvermelde decreet van 8 maart 2007. Enkel de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding mag niet weigeren om de bovenvermelde overeenkomst te ondertekenen.

Voor de inrichtingen die op de datum van 30 juni 2015 bestonden, moet de overeenkomst vóór 1 juni 2016 afgesloten worden;

9° georganiseerd worden door een rechtspersoon die de gehele verantwoordelijkheid ervoor op zich neemt en die niet rechtstreeks of onrechtstreeks voor de werking in aanmerking komt voor de personeelskosten en/of de gebouwen voor de financiering afkomstig uit een vreemde Staat die niet tot de Europese unie behoort of voor de instelling die onder een vreemde Staat ressorteert die niet tot de Europese unie behoort.

De natuurlijke personen waaruit de rechtspersoon bestaat, moeten :

- van onberispelijk gedrag zijn ;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;

10° *a)* in het secundair onderwijs, voor de inrichting alsook per klasse, afdeling, graad, jaar of optie, ten minste het minimum aantal leerlingen tellen, zoals bepaald bij decreet ;

b) in het basisonderwijs, per inrichting, per vestigingsplaats en per niveau, ten minste de minimale aantallen leerlingen tellen, zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs ;

c) in het gespecialiseerd onderwijs, per inrichting, ten minste de minimale aantallen tellen die bepaald worden door de programmatie- en rationalisatienormen, zoals bepaald in het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs ;

d) in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, ten minste de minimale aantallen tellen die bepaald worden door het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

11° gevestigd zijn in lokalen die aan de voorwaarden inzake veiligheid, hygiëne en bewoonbaarheid beantwoorden;

12° beschikken over een didactisch materieel en een schooluitrusting die aan de pedagogische vereisten beantwoorden;

13° een pedagogisch geheel vormen, dat gevestigd is in eenzelfde complex van gebouwen of, in elk geval, in eenzelfde gemeente of agglomeratie, dit alles behoudens afwijking door de Regering toegestaan in uitzonderlijke gevallen.

De verplichting om in eenzelfde gemeente of agglomeratie gevestigd te zijn, wordt niet opgelegd op een pedagogisch geheel, geplaatst onder de leiding van eenzelfde inrichtingshoofd en ontstaan uit een fusie of een herstructurering van scholen die behoorlijk door de Regering toegestaan wordt.

14° beschikken over een personeel waarvan de gezondheidstoestand die van de leerlingen niet in gevaar brengt en dat dientengevolge onderworpen is aan de controle bepaald in artikel 28, eerste lid, 4°.

15° zich onderwerpen aan het stelsel van verloven, zoals het georganiseerd zal worden bij toepassing van artikel 7 van deze wet. ».

Art. 46. In artikel 25, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « aan de inrichtingen en afdelingen van inrichtingen voor kleuter- lager, middelbaar, normaal, technisch en kunstonderwijs » vervangen door de woorden « aan de inrichtingen of afdelingen van onderwijs voor kleuter-, lager of secundair niveau, aan de inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie en aan de inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan ».

Art. 47. In artikel 32 van dezelfde wet wordt een § *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *2bis*. Het bedrag van de subsidies wordt berekend in functie van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari, behalve voor het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 waar het aantal leerlingen dat in aanmerking wordt genomen, het gemiddelde is tussen het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen op het 1ste en het 5de tiende van de vormingseenheid.

In afwijking van het vorige lid wordt de leerling die definitief uitgesloten is na 15 januari, niet beschouwd als regelmatig ingeschreven op de datum van 15 januari in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze uitsluiting. »

De schoolinrichting die een leerling ontvangt die uitgesloten is na 15 januari, licht de Administratie daarover in ten laatste op 15 juli van het jaar daarop. Bij gebreke daarvan wordt de leerling niet in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidies bedoeld in § 2. ».

Art. 48. In artikel 37 van de wet wordt het vierde lid aangevuld als volgt « Deze informatie bevat inzonderheid het gedeelte van de werkingsmiddelen dat aan het pedagogisch materieel besteed wordt. ».

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.*

Art. 49. In artikel 157*sexies* van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt het woord « Regering » aanwezig in § 1, 2°, § 2, tweede lid, en § 4, derde lid, vervangen door het woord « Minister ».

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 50. In artikel 9*bis* van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, *b)*, tweede lid,

a) worden de woorden « vijfde lid » vervangen door de woorden « zesde lid » ;

b) worden de woorden « bedrijfsstages inricht zoals bedoeld bij artikel 53 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren » vervangen door de woorden « zoals bepaald in artikel 7*bis* » ;

2° in het vijfde lid worden de woorden « zendt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht aan het bestuur » vervangen door de woorden « houdt het inrichtingshoofd of de inrichtende macht ter beschikking van de administratie en de inspectie ».

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

Art. 51. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen bij toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden een § *5bis* en een § *5ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *5bis*. De leden van het psychologisch personeel genieten een jaarlijks vakantieverlof, vastgesteld als volgt :

a) Kerstvakantie : van 21 december tot en met 3 januari of van 22 december tot en met 4 januari of van 23 december tot en met 5 januari ;

b) Paasvakantie : twee weken ;

c) zomervakantie : van 1 juli tot en met 31 augustus.

Tijdens de periode van de zomervakantie van 1 juli tot 31 augustus worden 5 werkdagen tussen 16 en 31 augustus gepresteerd.

§ *5ter*. De leden van het sociaal personeel genieten een jaarlijks vakantieverlof, vastgesteld als volgt :

a) Kerstvakantie : van 21 december tot en met 3 januari of van 22 december tot en met 4 januari of van 23 december tot en met 5 januari ;

b) Paasvakantie : twee weken ;

c) zomervakantie : van 1 juli tot en met 31 augustus.

Tijdens de periode van de zomervakantie van 1 juli tot 31 augustus worden 5 werkdagen tussen 16 en 31 augustus gepresteerd. ».

HOOFDSTUK 5. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 52. In artikel 37 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De tuchtsancties worden uitgesproken na raadpleging van het hoofd van de eredienst ». ».

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs*

Art. 53. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« In afwijking van het vorige lid wordt de leerling die definitief uitgesloten is na 15 januari, niet beschouwd als regelmatig ingeschreven op de datum van 15 januari in de inrichting die hem uitgesloten heeft, maar wel in deze die, in voorkomend geval, hem ontvangt na deze uitsluiting. » ;

2° tussen het tweede en het derde lid, dat het vierde lid is geworden, wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De schoolinrichting die een leerling ontvangt die uitgesloten is na 15 januari, licht de Administratie daarover in ten laatste op 15 juli van het jaar daarop. Bij gebreke daarvan wordt de leerling niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de betrekkingen bedoeld in dit besluit. ».

HOOFDSTUK 7. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs*

Art. 54. In artikel 5, § 7, eerste lid, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, worden de woorden « of muziekonderwijs » ingevoegd tussen de woorden « sporttraining » en de woorden « in de voorwaarden bepaald ; ».

Art. 55. In artikel 23 van hetzelfde koninklijk besluit, wordt § 6 vervangen als volgt :

« De klassenraad reikt het getuigschrift voor basisonderwijs uit aan de regelmatige leerlingen die met vrucht één van de jaren van de tweede en de derde graden van het secundair onderwijs hebben gevolgd en die nog niet titularis ervan zijn. ».

Art. 56. In artikel 26, § 2, van hetzelfde koninklijk besluit wordt een nieuw punt 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° in het KEL-stelsel kunnen verschillende kwalificatiegetuigschriften aan de leerlingen uitgereikt worden, indien het kwalificatieprofiel waarnaar hun gegroepede basisoptie verwijst, ontwikkeld werd door de eenheden van de leerresultaten van verschillende opleidingsprofielen vastgesteld door de SFMQ (Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties) te groeperen en legt het op met toepassing van artikel 39bis, § 1, 4° van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997. ».

HOOFDSTUK 8. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs*

Art. 57. In artikel 2bis van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, onder de punten 2° en 3°, wordt het woord « vormingsprofiel » telkens vervangen door het woord « kwalificatieprofiel »;

2° in § 2, wordt het woord « vormingsprofiel » vervangen door het woord « kwalificatieprofiel ».

Art. 58. In hetzelfde decreet wordt artikel 9bis aangevuld als volgt :

« De klassenraad reikt het getuigschrift voor basisonderwijs uit aan de leerlingen die nog niet titularis ervan zijn en die het specifieke kwalificatiegetuigschrift bedoeld in het eerste lid behalen ».

Art. 59. In artikel 14 van hetzelfde decreet wordt een § 2/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2/1. – De inrichting die, in de 3de graad, één of meer gegroepede basisopties bedoeld in artikel 2bis, § 1, 1°, in het KEL-stelsel organiseert, krijgt aanvullende lestijden-leraar. Deze lestijden mogen slechts gebruikt worden, met inachtneming van de statutaire bepalingen die van toepassing zijn, om de remediëring te organiseren, zoals bedoeld in artikel 2, § 2, 4° en 7°, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs. De Regering bepaalt de berekeningswijze ervan. Wanneer een nieuwe optie in het KEL-stelsel in het 5e en 6e jaar ontstaat, worden de lestijden niet meer toegekend bij het eerste jaar van uitvoering. In het tweede jaar van uitvoering worden de lestijden slechts toegekend op basis van de bevolking van het 5e jaar van de opties die betrokken zijn op vorige 15 januari. Vanaf het derde jaar van uitvoering worden de middelen toegekend op basis van het aantal leerlingen van het 5e en het 6e jaar van de betrokken opties, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in C3D. Wanneer een nieuwe optie in het KEL-stelsel in het 7e jaar ontstaat, worden de lestijden niet toegekend in het eerste jaar van uitvoering. Vanaf het tweede jaar van uitvoering worden de lestijden toegekend op basis van de bevolking van het 7e jaar van de betrokken opties op vorige 15 januari, met uitzondering van de leerlingen ingeschreven in C3D. ».

HOOFDSTUK 9. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 60. In artikel 16 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Wanneer het globale bedrag dat voor elke inrichting behaald wordt ten gevolge van de verdeling bedoeld in het tweede lid, geen geheel getal vormt, wordt dit laatste afgerond naar de hogere eenheid, en in elk geval worden ten minste 6 lestijden-leraar aan elke inrichting toegekend. ».

Art. 61. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld met de woorden « die deze graad en deze onderwijsvorm organiseert » ;

2° in het vierde lid worden de woorden « van de derde graad » vervangen door de woorden « van de tweede en de derde graad ».

Art. 62. Er wordt een artikel 22 ter ingevoegd, luidend als volgt :

« De schoolinrichting die een leerling ontvangt die uitgesloten is na 15 januari, licht de Administratie daarover in ten laatste op 15 juli van het jaar daarop. Bij gebreke daarvan wordt de leerling niet in aanmerking genomen voor de toepassing van de hoofdstukken II en II bis. ».

HOOFDSTUK 10. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra*

Art. 63. In het besluit van de Executieve van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, wordt het eerste lid van artikel 7, § 4, geschrapt.

Art. 64. In het vorige tweede lid, dat het eerste lid is geworden, van artikel 7, § 4, van hetzelfde besluit wordt het woord « nochtans » geschrapt.

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 65. In artikel 5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een punt 1°bis toegevoegd, luidend als volgt :

« 1°bis. Initiale bekwaamheidsniveaus : referentiesysteem dat de bekwaamheidsniveaus per cyclussen begrepen in de eerste stap bedoeld in artikel 13, § 3, nader bepaalt en dat de basiscompetenties die ontwikkeld moeten worden, uiteenzet. Ze passen in het kader van de cyclussen en het pedagogisch continuüm en hebben ten doel voor de harmonieuze overgang te zorgen tussen het kleuteronderwijs en het lager onderwijs zonder aanleiding te geven tot een kwalificatie. De initiale bekwaamheidsniveaus zijn inbegrepen in de bekwaamheidsniveaus, zoals bepaald in 2°; ».

Art. 66. In artikel 8, 9°, van hetzelfde decreet wordt het woord in de Franse tekst « met » vervangen door het woord « mette ».

Art. 67. In artikel 12 van hetzelfde decreet wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van § 1, 4°, moet een proces voor de waarneming van de competenties bepaald in § 1, 1° tot 3°, in het 3de kleuterjaar ingesteld worden door de titularis voor het einde van de maand november. Bij het opsporen van leerproblemen moet een geïndividualiseerd begeleidings- en remediëringssysteem ingesteld worden voor de leerling binnen de inrichting in samenwerking met het betrokken PMS-centrum, in voorkomend geval, volgens de nadere regels bepaald door de Regering. ».

Art. 68. In hetzelfde decreet wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 16bis. - § 1. De Regering bepaalt de initiale bekwaamheidsniveaus en legt ze ter bevestiging van het Parlement voor.

§ 2. Werkgroepen worden opgericht volgens de nadere regels die bepaald worden door de Regering, om de initiale bekwaamheidsniveaus te ontwikkelen.

De werkgroepen bezorgen hun voorstellen in verband met de initiale bekwaamheidsniveaus aan de Algemene Raad voor het basisonderwijs opgericht door het decreet van 14 maart 1995 betreffende de promotie van een school, voor het slagen in het basisonderwijs.

Ze informeren hierover de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs opgericht door het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs.

Indien ze dit nodig achten, kunnen de Algemene Raden deze voorstellen wijzigen. Ze bezorgen de voorstellen aan de Regering zoals zij ze gewijzigd hebben met de originele voorstellen van de werkgroepen.

De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het kleuter- en lager onderwijs evenals uit de inspectie van het kleuter- en lager onderwijs. De werkgroepen verhoren, als deskundigen, elke persoon die ze nuttig achten.

§ 3. De initiale bekwaamheidsniveaus geven de voorrang aan de psychomotorische, intellectuele, sociale, affectieve en artistieke ontwikkeling van het kind.

Ze bepalen de bekwaamheden en/of de opleidingen die vereist worden inzake de ontwikkeling van de autonomie, de creativiteit en de denkwijze ; de taalbeheersing ; een leesaanpak en een berekeningsaanpak en de verschillende kunstvakken waaronder muziek.

Ze bepalen het kader van de lichamelijke en culturele activiteiten die ontwikkeld moeten worden.

De initiale bekwaamheidsniveaus dragen bij tot de ontwikkeling van de competenties opgenomen in de bekwaamheidsniveaus, zoals bedoeld in artikel 5, 2°, en stemmen overeen met de eerste stap bedoeld in artikel 13, § 3.

Op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs bedoeld in artikel 13, § 4, worden de bovenvermelde prioriteiten aangepast aan de leerstoornissen en aan de moeilijkheden van de leerlingen met specifieke behoeften die het gewoon of het gespecialiseerd onderwijs volgen. ».

Art. 69. In artikel 39*bis*, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « bepaalt het kwalificatiegetuigschrift uitgereikt » vervangen door de woorden “bepaalt het kwalificatiegetuigschrift (of de kwalificatiegetuigschriften) uitgereikt”.

Art. 70. § 1. De titel van afdeling 2 van hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Afdeling 2. Het inrichtingsproject en het sturingsplan van de inrichting”.

§ 2. Artikel 67 wordt gewijzigd als volgt:

De woorden « § 1. » worden toegevoegd op het begin van de eerste zin.

Er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 2. Op de door de Regering bepaalde datum en ten laatste voor 1 september 2018, stelt iedere inrichting een sturingsplan op voor een periode van 6 jaar, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, met inbegrip inzonderheid van de volgende elementen:

de gekozen strategie om de leerling in staat te stellen met succes zijn studies te volgen en het hem mogelijk te maken om het leerproces te beheersen en aldus de verwachte doelstellingen te bereiken;

de strategie inzake teamwerk voor het geheel van de leerkrachten van de inrichting en inzake onthaal en begeleiding van de nieuwe leerkrachten;

de inrichtingsstrategie inzake voortgezette opleiding van het personeel, inzonderheid over de thema's en stoffen die de inrichting de mogelijkheid beïden om specifieke steun te verlenen aan de pedagogische teams en de leerlingen;

de inrichtingsstrategie om de strijd aan te binden tegen het zakken, het afhaken en het blijven zitten;

de inrichtingsstrategie inzake integratie van digitale instrumenten in de leerprocessen en het beheer van de inrichting;

de inrichtingsstrategie inzake integratie van de leerlingen, overeenkomstig hetgeen bepaald is in het derde lid van paragraaf 1, alsook de strategie inzake redelijke aanpassingen voor leerlingen met bijzondere behoeften die erkend zijn;

de strategie inzake partnerschap en medewerking met de ouders van de leerlingen van de inrichting, in overleg met de deelnemingsraad;

de leerstrategie en de strategie voor de toegang tot cultuur en lezen alsook de samenwerkingsbanden gelegd met de culturele instellingen en de instellingen voor openbare lectuurvoorziening van de zone;

de leerstrategie en de strategie voor de toegang tot sportactiviteiten alsook de samenwerkingsbanden geweven met de sportinstellingen van de zone;

de beschrijving, in geval van een aanbod van kwalificerend onderwijs, van de partnerschappen aangegaan met de bedrijven en werkgevers van de betrokken sector;

het stelsel voor de preventie en het wegwerken van discriminatie en geweld binnen de schoolinrichting, met inbegrip van de specifieke stelsels voor pestereien, computerpesterijen en uitzonderlijke evenementen alsook de partnerschappen met de diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd en de schoolbemiddeling;

de strategie betreffende, onder andere, de promotie van burgerschap, gezondheid, opvoeding tot de media, milieu en duurzame ontwikkeling;

de strategie met betrekking tot de leerlingenoriëntatie en de promotie van oriëntatietools gedurende de hele schoolloopbaan van iedere leerling.”

Er wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. Het sturingsplan integreert voor de betrokken inrichtingen:

de elementen met betrekking tot het PAC (Plan voor collectieve acties) bedoeld bij artikel 67/1;

de elementen met betrekking tot het PGAED (Algemeen Actieproject voor de gedifferentieerde omkadering) van de betrokken vestigingen bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

het plan voor de toepassing van de KEL (CPU) bedoeld bij artikel 3, § 8, van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs;

het beschrijvende verslag van het taalbadproject bedoeld bij de artikelen 13 en 34 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs.”

4. Er wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 4. Het sturingsplan wordt door het inrichtingshoofd opgesteld, in samenwerking met het pedagogische en opvoedend team van de inrichting en in overleg, desgevallend, met de teams van het psycho-medisch-sociaal centrum, rekening houdend met de specifieke context van de inrichting, het inrichtingsproject en de beschikbare middelen. De inrichting kan, voor het opmaken van het sturingsplan, de steun aanvragen van de Dienst voor pedagogische raadgeving en steun in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van de cellen voor pedagogische raadgeving en steun in het gesubsidieerd onderwijs zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

Het sturingsplan wordt voorgelegd, volgens de vormvoorwaarden en termijn bepaald door de Regering, aan de Algemene inspectiedienst, na goedkeuring door de Inrichtende macht en advies van de plaatselijke organen voor maatschappelijk overleg en van de Deelnemingsraad.

De Algemene Inspectiedienst gaat na of het sturingsplan overeenstemt met de bepalingen van de paragrafen 2 tot 7 van dit artikel en zijn uitvoeringsbesluiten binnen de 90 dagen na de indiening van het plan. Wordt het sturingsplan overeenstemmend geacht, dan wordt het teruggezonden aan de inrichting met de ondertekening van de Diensten van de Regering en wordt het, daarom, geacht als een overeenkomst met doelstellingen gesloten tussen de inrichting en de Regering.

Indien het sturingsplan als niet overeenstemmend wordt geacht, brengt dan de Algemene inspectiedienst aanbevelingen uit ter attentie van de inrichting opdat het sturingsplan aangepast zou worden en teruggestuurd binnen de 60 schoolwerkdagen aan de Algemene inspectiedienst.”.

Er wordt een § 5 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 5. Het sturingsplan bevat een bijlage met cijfers waarbij, volgens de nadere regels bepaald door de Regering, de doelstellingen in cijfers uitgedrukt worden met meerdere jaren, die te bereiken zijn door de inrichting op basis van haar toestand, in het kader van de algemene doelstellingen bepaald door de Regering, die inzonderheid toelaten het aantal uittreedende leerlingen voor een getuigschrift te vermeerderen, het aantal leerlingen die blijven zitten en afhaken te verminderen, de resultaten te verhogen van elke leerling inzake externe en interne evaluatie in het geheel van de stoffen en, indien nodig, de sociale gemengdheid te verhogen.

Deze bijlage, die exclusief en vertrouwelijk voor het opvoedkundige team, de directie, de betrokken Inrichtende macht en de Diensten van de Regering is bedoeld, mag niet aan derden buiten de school medegedeeld worden, behoudens aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de betrokken inrichtende machten of in de gevallen vastgelegd door de Regering, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De bestemmingen van dit document worden aan een vertrouwelijkheidsplicht onderworpen.

Er wordt een § 6 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 6. Het sturingsplan bepaalt de jaarlijkse evaluatiemethode die door de inrichting gebruikt moet worden overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Regering. Het sturingsplan wordt aangepast, desgevallend, na de jaarlijkse evaluatie.

Het sturingsplan wordt geëvalueerd en gewijzigd om de zes maand volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 7. Het inrichtingsproject bedoeld bij artikel 67, § 1, dat van toepassing is op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet, is, indien nodig, aan de inhoud van het sturingsplan aangepast.”.

Art. 71. Artikel 67/2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een bepaling luidend als volgt:

“§ 1. Na advies van of op voorstel van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering de notie van resultaten die een beduidende afwijking vertonen onder het gemiddelde van de vergeleken inrichtingen. Daartoe, steunt hij op een vergelijkende analyse van gekruiste en terugkerende indicatoren voor een geheel van inrichtingen gelokaliseerd in dezelfde zone, met eenzelfde profiel, en die tot dezelfde klasse behoren, zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving. De gekozen indicatoren houden inzonderheid verband met het klimaat van de school, de loopbanen en de resultaten van de leerlingen en met de pedagogische teams.

§ 2. Voor een inrichting waarvan de resultaten die een beduidende afwijking vertonen onder het gemiddelde van de inrichtingen, wordt een diagnose gesteld door de Diensten van de Regering en wordt een “inhaalstelsel” dat aangepast is aan de toestand van de inrichting en aan de diagnose opgesteld op basis van de specifieke doelstellingen bepaald door de Regering en volgens de nadere regels bedoeld bij § 3.

§ 3. Het “inhaalstelsel” wordt aangenomen in het kader van een samenwerkingsprotocol gesloten, volgens het door de Regering bepaalde model, tussen de diensten van de Regering, enerzijds, en het Inrichtingshoofd in het georganiseerd onderwijs of de Inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, anderzijds. Het stelsel wordt afgerond op basis van een voorstel van “inhaalstelsel” opgesteld door het Inrichtingshoofd in samenwerking met het opvoedend team en na goedkeuring van de inrichtende macht, advies van de plaatselijke overlegorganen, alsook, desgevallend, de Dienst voor pedagogische raad en steun in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en de cellen voor pedagogische raad en steun in het gesubsidieerd onderwijs. Het inrichtingshoofd kan voor het opstellen van het voorstel van “inhaalstelsel”, de steun aanvragen van de Dienst voor pedagogische raadgeving en steun in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en van de cellen voor pedagogische raadgeving en steun in het gesubsidieerd onderwijs zoals bedoeld bij artikel 4 van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs.

“Het inhaalstelsel”, dat exclusief en vertrouwelijk voor het opvoedkundige team, de directie, de betrokken inrichtende macht, de plaatselijke overlegorganen en de Diensten van de Regering is bedoeld, mag niet aan derden buiten de school medegedeeld worden, behoudens aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de betrokken inrichtende machten of in de gevallen vastgelegd door de Regering, inzonderheid om academische of wetenschappelijke doeleinden. De bestemmingen van dit document worden aan een vertrouwelijkheidsplicht onderworpen.

Dit stelsel bepaalt de vastgestelde nadere regels voor de begeleiding en prioritaire acties die ertoe strekken een antwoord te bieden op de elementen die in de diagnose naar voren komen met vermelding van de aan te vragen externe en interne hulpbronnen, de te ontwikkelen initiatieven om de doelstellingen bedoeld bij paragraaf 2 te bewerkstelligen alsook de termijnen verleend voor de eerste verwachte resultaten.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de evaluatie van het stelsel.

§ 5. Het sturingsplan van de inrichting, met inbegrip inzonderheid van de elementen van het PGAED van de betrokken vestigingsplaatsen bedoeld bij artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, dat van toepassing is op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet, wordt, desnoods, aangepast aan de inhoud van het “inhaalstelsel”.”.

Art. 72. In artikel 73, tweede lid, 7°, van hetzelfde decreet, wordt het woord “buitengewoon” vervangen door het woord “gespecialiseerd”.

Art. 73. Binnen hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk *VIIbis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Hoofdstuk *VIIbis*.- Het onthaal van de nieuwe leerkrachten

Article 73bis. Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, en de inrichtende macht of haar afgevaardigde, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, implementeren gedurende de veertien dagen na de ambtsbekleding, met al het opvoedend team, een stelsel voor het onthaal van de nieuwe leerkrachten.

Dit onthaalstelsel bevat minstens:

1° een onderhoud met het inrichtingshoofd;

2° een bezoek van de lokalen;

3° de mededeling van de arbeidsuren;

4° de terbeschikkingstelling en de toelichting van het inrichtingsproject, het pedagogisch en opvoedend project, het arbeidsreglement, de referentiesystemen en programma's die gelden, waarvoor het personeelslid aangesteld werd;

5° een kennismaking met het opvoedend team;

6° voor het personeelslid dat tijdelijk aangewezen of verworven wordt voor meer dan één week voor de eerste keer in de inrichting, de aanwijzing door het inrichtingshoofd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en door de inrichtende macht in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, onder de leden van het onderwijzend personeel van de inrichting die houder zijn van een pedagogisch bekwaamheidsbewijs en die een ervaring van minstens vijf jaar genieten, van een referentiepersoon om hem bij te staan of met raad bij te staan in zijn sociaal-professionele integratie en de uitoefening van zijn ambt. Er wordt geen aanvullende lestijden toegekend voor de referentiepersonen.

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving*

Art. 74. In artikel 2 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt punt 11° vervangen door hetgeen volgt:

“11° Aanpassingsleraar en leraar pedagogische steun: onderwijzer (lager onderwijs), bijzondere meester lichamelijke opvoeding of bijzondere meester moderne taal belast met het zorgen voor, het coördineren van en het steunen van de opvoedingsactiviteiten bedoeld bij artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;”.

Art. 75. Artikel 26 van hetzelfde decreet, waarvan de tekst § 1 wordt, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

“§ 2. In functie van de resultaten van de analyse bedoeld bij artikel 2bis, kan de Regering één of meer zones of gedeelten van onderwijszones kiezen waar, in afwijking van § 1, 26 bijkomende begeleidingslestijden toegekend kunnen worden aan de vestigingen die per studiejaar minstens 22 bijkomende regelmatig ingeschreven leerlingen tellen, in vergelijking met de voorafgaande 15 januari.

De voorwaarden voor de toepassing bedoeld bij het eerste lid moeten op 1 oktober van het lopende schooljaar vervuld worden maar de lestijden kunnen vanaf 1 september aangewend worden zodra de toepassingsvoorwaarden aangevuld zijn.

De 26 begeleidingslestijden bedoeld bij het eerste lid worden per klasse toegekend die ingericht wordt en worden bestemd voor een onderwijzer lager onderwijs naar rata van 24 lestijden en aan een meester lichamelijke opvoeding naar rata van 2 lestijden.

De afwijking bedoeld bij het eerste lid wordt niet meer toegekend wanneer op 1 oktober een nieuwe berekening van de begeleiding gebeurt overeenkomstig artikel 27, als de vestiging zich in de toestand bevindt bedoeld bij artikel 31bis/1, § 2, 3°, en het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, of de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, een aanvraag heeft ingediend om aanvullende lestijden te krijgen of wanneer de vestiging het voorwerp heeft uitgemaakt van een herstructurering.

De aanvraag wordt binnen de drie werkdagen na het begin van het schooljaar bij het bestuur ingediend.”.

Art. 76. Artikel 33, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Wanneer ze gebruikt worden om coördinatie en de pedagogische steun te verhogen, kunnen de aanpassingslestijden gepresteerd worden naar rata van 3 lestijden per schijf van 12, van 6 lestijden per schijf van 24, van 9 lestijden per schijf van 36 (enzovoort per veelvoud van 12).”.

HOOFDSTUK 13. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

Art. 77. In artikel 8, eerste lid, 7°, van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, worden de woorden “in artikel 91duodecies” vervangen door de woorden “in de artikelen 75ter of 91duodecies”.

Art. 78. Artikel 21bis, § 3, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“§ 3. In afwijking van artikel 19bis, worden de personeelsleden die op 1 september 2012 een betrekking van onderdirecteur of provisor bekleden, op 1 januari 2013 in die betrekking in vast verband benoemd, voor zover ze op die datum van de benoeming aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° van onberispelijk gedrag zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° aan de dienstplichtwetten voldoen;

4° in vast verband titularis zijn van één van de wervingsambten in verband met het ambt van onderdirecteur of provisor en houder zijn van het vereiste bekwaamheidsbewijs voor dat wervingsambt;

5° aan de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling voldoen;

6° een dienstanciënniteit van 6 jaar tellen. Die anciënniteit wordt overeenkomstig artikel 17 berekend;

7° niet het voorwerp uitmaken van een tuchtschorsing of in non-activiteit gesteld zijn, ontslagen zijn bij tuchtmaatregel of ontzet zijn uit een ambt van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel of het administratief personeel;

8° een ambtsanciënniteit van 2 jaar tellen, berekend overeenkomstig de artikelen 84 en 85 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.”.

HOOFDSTUK 14. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap*

Art. 79. Artikel 3, punt 16, 3°, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“3° een advies uitbrengen aan de Regering, volgens de door haar bepaalde nadere regels, over de definitie van het beduidend verschil van resultaten tussen inrichtingen overeenkomstig artikel 67/2 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren”.

Art. 80. In punt 3° van artikel 4 van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, worden de woorden “16bis” ingevoegd tussen de woorden “16,” en de woorden “, 25”.

HOOFDSTUK 15. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs*

Art. 81. Artikel 7, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, kan de Regering tot de verplichte organisatie van twee bijkomende halve dagen op het niveau bedoeld bij artikel 3, § 1 beslissen, waarvan ze het ogenblik en de te bespreken thema’s bepaalt voor alle inrichtingen.”.

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan*

Art. 82. In artikel 8, § 2, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, kan de Regering tot de verplichte organisatie van twee bijkomende halve dagen op het niveau bedoeld bij artikel 5, 3° beslissen, waarvan ze het ogenblik en de te bespreken thema’s bepaalt voor alle inrichtingen.”.

Art. 83. In artikel 8, § 3, van hetzelfde decreet, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, kan de Regering tot de verplichte organisatie van twee bijkomende halve dagen op het niveau bedoeld bij artikel 5, 3° beslissen, waarvan ze het ogenblik en de te bespreken thema’s bepaalt voor alle inrichtingen.”.

HOOFDSTUK 17. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs*

Art. 84. In artikel 132 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, wordt een nieuwe paragraaf 7 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 7. Desgevallend, kunnen de begeleidingslestijden toegekend overeenkomstig § 2 aan een inrichting voor gespecialiseerd onderwijs gegroepeerd worden binnen deze zodat de inrichting in staat zou worden gesteld, door de totale permanente integratie, een antwoord te bieden aan de evolutie van de specifieke behoeften van de leerlingen, zoals bedoeld in hun individuele leerplan en in hun integratieprotocol dat aangepast werd in coördinatie met alle partners van de integratie.”.

HOOFDSTUK 18. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs*

Art. 85. In artikel 13 van het decreet van 24 maart 2006 betreffende het instellen, bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs, wordt een paragraaf 3 toegevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. De culturele operator bedoeld bij artikel 1, 2°, tweede streepje, b), zorgt persoonlijk voor de artistieke en pedagogische prestaties die noodzakelijk zijn voor de duurzame of herhaalde eenmalige samenwerking bedoeld bij de §§ 1 en 2.”.

Art. 86. In artikel 16, § 1, van hetzelfde decreet, wordt een punt 3°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“3°/1. Een verbintenis bevatten van de culturele operator bedoeld bij artikel 1, 2°, tweede streepje, b), dat hij persoonlijk voor de artistieke en pedagogische prestaties zal zorgen;”.

Art. 87. In hetzelfde decreet wordt een nieuw artikel 33bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 33bis.- In afwijking van artikel 6, eerste lid, kan het in overleg bepaalde actieplan van maart 2015 tot maart 2018, het voorwerp uitmaken van wijzigingen gedurende deze periode.”.

HOOFDSTUK 19. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs*

Art. 88. § 1. Artikel 2, 4°, van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs, wordt aangevuld met het volgende lid:

“ Worden inzonderheid beschouwd als zijnde pedagogische tools in de zin van dit decreet de literatuurboeken bestemd voor de kinderen en jongeren van 3 tot 18 jaar. Om als pedagogische tools gebruikt te kunnen worden, moeten deze boeken de inachtneming van de beginsels van gelijkheid en niet-discriminatie garanderen zoals inzonderheid bepaald in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.”.

Art. 89. In hetzelfde decreet, wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 18bis. – De artikelen 12 tot 18 zijn niet van toepassing op de literatuurboeken bedoeld bij artikel 2, 4°, tweede lid.”.

Art. 90. In de artikelen 19 en 20 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “voor de aanschaffing van schoolsoftware met een erkenning van overeenstemming” worden telkens vervangen door de woorden “voor de aanschaffing van schoolsoftware met een erkenning van overeenstemming en literatuurboeken zoals bedoeld bij artikel 2, 4°, tweede lid”;

2° de woorden “voor de aanschaffing van schoolsoftware” worden telkens vervangen door de woorden “voor de aanschaffing van schoolsoftware en literatuurboeken zoals bedoeld bij artikel 2, 4°, tweede lid”;

3° de woorden “met betrekking tot de schoolsoftware” worden telkens vervangen door de woorden “met betrekking tot de schoolsoftware en literatuurboeken zoals bedoeld bij artikel 2, 4°, tweede lid”.

HOOFDSTUK 20. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 91. Artikel 6bis van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, ingevoegd bij het decreet van 7 december 2007, gewijzigd bij de decreten van 12 december 2008, 12 juli 2012 en laatst gewijzigd bij het decreet van 11 april 2014, wordt vervangen door een tekst, luidend als volgt:

“Artikel 6bis. – Onverminderd de bepalingen bedoeld bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, is het tweede gemeenschappelijk jaar toegankelijk voor elke regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984:

1° die ofwel het eerste gemeenschappelijk jaar heeft gevolgd;

2° die ofwel het eerste gemeenschappelijk jaar heeft gevolgd in een inrichting die georganiseerd, gesubsidieerd of erkend wordt door de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap.”.

Art. 92. In artikel 7bis, § 6, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “of leerkrachten, toezichters – opvoeders en PMS-ambtenaren die werkzaam zijn bij de eerste graad” toegevoegd na de woorden “onder de leden van de Klassenraad”.

Art. 93. In artikel 8, 8°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “artistieke opvoeding” vervangen door de woorden “plastische en/of muziekopvoeding”.

Art. 94. In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, e), worden de woorden “artistieke opvoeding” vervangen door de woorden “plastische en/of muziekopvoeding”;

2° in paragraaf 3, wordt het punt 1° aangevuld met de woorden “of de lestijden voor muziekonderwijs bedoeld bij artikel 1, § 3, 1°, van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs.”.

Art. 95. In artikel 13, § 1, wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt:

“3° ten bate van de leerlingen die twee jaar gevolgd hebben binnen de eerste graad van een inrichting georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap.”.

Art. 96. In artikel 17, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “artistieke opvoeding” vervangen door de woorden “plastische en/of muziekopvoeding”.

Art. 97. In artikel 21, § 4, tweede lid, 5°, van hetzelfde decreet, worden de woorden “artistieke opvoeding” vervangen door de woorden “plastische en/of muziekopvoeding”.

Art. 98. Artikel 26, § 1, 1°, van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, wordt aangevuld met de woorden “in dit geval, kent de klassenraad het getuigschrift basisstudies aan de leerling die er niet van houder is;”.

Art. 99. § 1. In artikel 28, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, wordt het punt 1° vervangen door hetgeen volgt:

“1° voor de leerling die houder is van het getuigschrift basisstudies, die de leeftijd van 16 jaar niet zal bereiken op 31 december van het volgende schooljaar, oriënteert de Klassenraad hem naar :

a) ofwel het tweede gemeenschappelijk jaar;

b) ofwel het bijkomend jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad (2B) overeenkomstig titel III; in dat geval zal hij vermelden dat de Klassenraad van 2B een geïndividualiseerd leerplan zal voorstellen, zoals bedoeld bij artikel 7bis;

c) ofwel, indien hij aan de toelatingsvoorwaarden voldoet, het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs;

d) ofwel het derde jaar van het technisch kwalificatieonderwijs of het derde jaar van het beroepsonderwijs.

Nochtans, behouden de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent de mogelijkheid om één van de oriëntaties bedoeld bij punt 1° te kiezen die niet voor de leerling door de Klassenraad werd aanbevolen;”;

2° in § 2, 2°, worden de woorden “ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar (3S-GO);” vervangen door de woorden “ofwel het derde differentiatie- en oriëntatiejaar (3S-GO) of het derde jaar van het beroepsonderwijs”.

Art. 100. Artikel 28bis, § 1, 1°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden “in dit geval, kent de klassenraad het getuigschrift basisstudies aan de leerling die er geen houder van is;”.

Art. 101. In artikel 30 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met de woorden “in dit geval, kent de klassenraad het getuigschrift basisstudies aan de leerling die er geen houder van is;

2° § 2, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met de woorden “in dit geval, kent de klassenraad het getuigschrift basisstudies aan de leerling die er geen houder van is;”.

Art. 102. Titel VII en artikel 32 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 11 april 2014, worden hersteld in een tekst, luidend als volgt:

“TITEL VII.- Overgangsbepalingen

Artikel 32. Onverminderd de bepalingen bedoeld bij het koninklijk besluit van 20 juli 1971 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, is het tweede gemeenschappelijk jaar toegankelijk voor iedere regelmatige leerling in de zin van artikel 2, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 29 juni 1984:

1° ofwel die vóór 30 juni 2016 een aanvullend jaar heeft gevolgd georganiseerd op het einde van het eerste gemeenschappelijk jaar voor wie de Klassenraad de beslissing heeft genomen hem naar het tweede gemeenschappelijk jaar te oriënteren;

2° ofwel die, als houder van een getuigschrift basisstudies, niet de leeftijd van 16 jaar bereikt op 31 december van het volgende schooljaar en die vóór 30 juni 2016 het gedifferentieerd tweede jaar heeft gevolgd en voor wie de Klassenraad de beslissing heeft genomen hem naar het tweede gemeenschappelijk jaar te oriënteren;

3° ofwel die het eerste gemeenschappelijk jaar heeft gevolgd in een inrichting georganiseerd, gesubsidieerd of erkend door Vlaamse Gemeenschap of door de Duitstalige Gemeenschap.”.

HOOFDSTUK 21. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs*

Art. 103. In artikel 5 van het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs, worden de woorden “de Regering” vervangen door de woorden “de Minister”.

HOOFDSTUK 22. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving*

Art. 104. In artikel 9, § 1, eerste lid, van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, worden de woorden “In het basisonderwijs maken de menselijke middelen in de vorm van het lestijdenpakket bedoeld in artikel 6, § 2, het volgende mogelijk” vervangen door de woorden “In het basisonderwijs moeten de menselijke middelen in de vorm van lestijdenpakketten bedoeld in artikel 6, § 2, gebruikt worden voor de begeleiding binnen of buiten de klasse, de remediëring, de gerichte studie, het leren van het Frans, de steunverlening bij het leerproces, de pedagogische raad, de opleiding, het teamwerk of de tutoring in het kader van de bestrijding van het niet-slagen op school en het afhaken van school en moeten ze het volgende mogelijk maken”.

Art. 105. In artikel 10, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “In het basisonderwijs maken de menselijke middelen in de vorm van lestijdenpakket bedoeld in artikel 6, § 2, het volgende mogelijk” vervangen door de woorden “In het secundair onderwijs moeten de menselijke middelen in de vorm van lestijden-leraar bedoeld in artikel 6, § 2, gebruikt worden voor de begeleiding binnen of buiten de klasse, de remediëring, de gerichte studie, het leren van het Frans, de steunverlening bij het leerproces, de pedagogische raad, de opleiding, het teamwerk of de tutoring in het kader van de bestrijding van het niet-slagen op school en het afhaken van school en moeten ze het volgende mogelijk maken”.

HOOFDSTUK 23. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatieafdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding*

Art. 106. De woorden “in economische en sociale opleiding” worden vervangen door de woorden “in sociale en economische opleiding” in het opschrift en de tekst van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatieafdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding.

HOOFDSTUK 24. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 houdende wijziging inzonderheid van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs*

Art. 107. In artikel 44 van het decreet van 11 april 2014 houdende wijziging inzonderheid van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, wordt een nieuw lid, luidend als volgt, toegevoegd:

“In afwijking van het eerste lid, treden de artikelen 28, 32 tot 38 en 43 onmiddellijk in werking vanaf 1 september 2014 en niet jaar per jaar.”.

HOOFDSTUK 25. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs*

Art. 108. Artikel 269 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, wordt door de volgende bepaling vervangen:

“In het kader van de regels bedoeld in deze afdeling behoudt het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid voor wie een nuttige ervaring wordt erkend voor een ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk, van leraar kunstvakken of voor het CEFA (Centrum voor alternerend onderwijs en vorming) begeleidingsambt, deze erkenning in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van leraar technische vakken, van leraar kunstvakken, van leraar beroepspraktijk of voor het CEFA begeleidingsambt overeenkomstig de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering of de verbinding cursus/ambt bepaald door de Regering.”.

Art. 109. Artikel 283 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen:

“In het kader van de regels bedoeld in deze afdeling behoudt het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelslid voor wie een nuttige ervaring wordt erkend voor een ambt van leraar technische vakken, of van leraar beroepspraktijk of van leraar technische vakken en beroepspraktijk, van leraar kunstvakken of voor het CEFA begeleidingsambt, deze erkenning in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van leraar technische vakken, van leraar kunstvakken, van leraar beroepspraktijk of voor het CEFA begeleidingsambt overeenkomstig de overeenstemmingstabel bepaald door de Regering of de verbinding cursus/ambt bepaald door de Regering.”.

Art. 110. In hetzelfde decreet wordt een artikel 288*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 288*bis* – De personeelsleden bedoeld bij deze afdeling genieten de weddeschaal verbonden aan het nieuwe ambt waarin hun anciënniteit als verworven geacht wordt met toepassing van de bepalingen van afdeling 2 behoudens als de weddeschaal betreffende hun oorspronkelijke ambt ze een hogere bezoldiging bezorgt.

De personeelsleden bedoeld bij de artikelen 281, tweede lid en 282, tweede lid, behouden de weddeschaal die ze genoten vóór de inwerkingtreding van dit decreet.”.

TITEL 8. — *Inwerkingtreding*

Art. 111. De artikelen 92, 102 en 107 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2014.

De artikelen 34 tot 37 alsook artikel 41 hebben uitwerking met ingang van 1 oktober 2015.

Titel 4 alsook de artikelen 45, 55, 58, 59, 61, 74 tot 76, 88, tot 90 en 98 tot 101 hebben uitwerking met ingang van het schooljaar 2015 – 2016.

De artikelen 38 tot 40 treden in werking op 1 januari 2016.

De artikelen 93, 94, 1°, 96, 97 en 108 tot 110 treden in werking op 1 september 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 4 februari 2016.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2015-2016

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 195-1.- Commissieamendementen, nr. 195-2- Advies van de Raad van State, nr. 195-3 – Verslag, nr. 195-4 – Vergaderingsamendement, nr. 195-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 februari 2016.